

Sur la révolution portugaise oubliée de 1974-1975 et le journal *Combate* (2^e partie)

Du 24 avril 1974 au 11 octobre 1974

Cette deuxième partie propose la traduction des huit premiers éditoriaux du journal *Combate* entre le 21 juin 1974 et le 11 octobre 1974. Le dernier édito de cette première série établit un bilan «à chaud» de la première phase de la révolution portugaise, des réactions des travailleurs et des manipulations de la gauche, de l'extrême gauche et du MFA, après les événements des 27 et 28 septembre 1974. Les autres éditos seront publiés ultérieurement, en plusieurs livraisons, si possible en suivant les grandes étapes du processus politique et des luttes sociales.

Avant de présenter les textes du collectif *Combate*, il m'a semblé utile d'expliquer brièvement quelle était la situation économique du Portugal avant le 25 avril. Pour ce faire, j'ai traduit trois pages d'un article d'une universitaire, Maria Antónia Pedrosa de Lima, qui m'ont semblé utiles pour comprendre le contexte de la révolution portugaise, il y a cinquante ans.

Chaque éditorial de *Combate* est précédé d'un partie «CHRONOLOGIE» reprise de l'excellent *Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société*, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne). Cette chronologie ainsi que le glossaire permettront aux lecteurs de mettre en relation les analyses de *Combate* avec les principaux événements qui les sous-tendent.

Cette traduction des 8 premiers éditoriaux de *Combate*, vient compléter d'autres textes précédemment publiés :

- le tome 1 de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée*, paru aux Éditions *Ni patrie ni frontières* en 2018. Cet ouvrage comprenait notamment la traduction du livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* (<https://nfnf.eu/spip.php?article530>);

- deux préfaces (re)publiées par les éditions Vosstanie (<https://vosstanie-editions.blogspot.com/>) et traduites sur ce site : <https://nfnf.eu/spip.php?article1004> ;

- «De l'illégalité à la légalité» de João Bernardo (publié en français dans *Combat communiste* n° 5, mai 1975) et accompagné d'un tableau «généalogique» détaillé des groupes de gauche et d'extrême gauche portugais de l'époque (<https://nfnf.eu/spip.php?article1004>) ;

- «Portugal 1974/175. Autonomie des travailleurs, État et marché mondial» (1981) de João Bernardo, <https://nfnf.eu/spip.php?article982> ;

- le bilan collectif écrit en 2006 par cinq collaborateurs de *Combate* : <https://nfnf.eu/spip.php?article535>.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, avril 2023

Maria Antónia Pedrosa de Lima

Quelle était la situation économique du Portugal avant le 25 avril ¹?

La présence de grandes entreprises familiales a été un élément marquant de l'économie portugaise au cours du [XX^e] siècle. La politique économique de l'*Estado Novo*² favorisa la concentration des investissements, encourageant ainsi la création et le développement de grands groupes économiques, que de nombreux auteurs ont appelé le «*noyau monopoliste*» de l'économie portugaise [...]. La période «*marcelista*³» – de 1968 à 1974 – représenta le point culminant de cette situation, et le pouvoir et l'influence des sept groupes économiques qui dominaient l'économie nationale se développèrent considérablement. Curieusement, tous ces grands groupes économiques avaient une large base familiale. Il s'agit des groupes CUF, Espírito Santo et Champalimaud, des groupes liés au Banco Português do Atlântico, au Banco Borges e Irmão, au Banco Nacional Ultramarino et au Banco Fonsecas e Burnay [...]. Outre leur immense pouvoir économique, les familles qui dominaient ces groupes jouissaient d'un énorme prestige social et d'une intervention significative, même si elle était indirecte, dans la politique portugaise.

Ces puissants groupes économiques ayant une base familiale commencèrent à s'implanter au Portugal à la fin du XIX^e siècle et se développèrent sous la Première République [1910-1926]. Cependant, l'échec de la Première République dans la reconstruction matérielle, politique et sociale du pays fit que, durant cette période, la situation économique se dégrada progressivement, d'autant plus que les effets de la Première Guerre mondiale furent désastreux pour l'économie portugaise. Au moment du coup d'État militaire de 1926, le problème le plus grave du pays était d'ordre économique et non politique. Le Portugal était alors un pays essentiellement agricole, où le développement industriel était embryonnaire et arriéré, le système des communications déficient et l'analphabétisme très répandu au sein de la population. Pour ne rien arranger, les secteurs les plus développés – parmi lesquels les mines, les transports, le téléphone et l'électricité – étaient aux mains de capitaux étrangers [...].

Lorsque Salazar occupa pour la première fois le portefeuille des Finances en 1926, son principal objectif fut d'équilibrer les finances et de stabiliser l'économie. Pour des raisons idéologiques, Salazar choisit de ralentir et de contrôler le développement de l'industrialisation, donc de ralentir ainsi la croissance des groupes économiques dominants sur la scène nationale, surtout jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale [...]. Théoriquement, son projet de redressement économique reposait sur la création d'infrastructures qui permettraient de promouvoir le développement à long terme du pays, à travers les différents «plans de développement» élaborés pour atteindre cet objectif.

Le premier «plan de développement», approuvé en 1953, investit fondamentalement dans l'équipement du pays en infrastructures, parmi lesquelles les chemins de fer, les routes, les ports, les

¹ Ce texte est extrait d'un article de Maria Antónia Pedrosa de Lima sur les « grandes entreprises familiales » portugaises, *Grandes familias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org). Le titre de cet extrait a été choisi par mes soins (NdT).

² Nom du régime corporatiste, dictatorial, clérical-fasciste, imposé par Salazar en 1933 et qui dura jusqu'au 25 avril 1974 (NdT).

³ Le «*marcelismo*» désigne la politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926 (NdT).

aéroports, les téléphones, les centrales hydroélectriques et le système scolaire. Ces investissements furent le principal facteur d'accélération de la croissance industrielle observée au Portugal à partir de la fin des années 1950. Avec l'entrée du Portugal dans l'AELE (Association européenne de libre échange⁴) en 1959, l'économie portugaise s'ouvrit, bien que de façon relative, aux marchés internationaux, introduisant un élément important de dynamisme interne. Le deuxième «plan de développement», qui débuta en 1959, visait à développer les infrastructures susmentionnées et à accroître la production et la consommation afin d'améliorer les conditions de vie de la population portugaise. Ces objectifs furent poursuivis à la fois dans le «plan intercalaire» (1964-1967) – qui visait également à stimuler les relations économiques et les investissements dans les anciennes colonies – et dans le troisième «plan de développement», lancé en 1968, qui visait à corriger progressivement les déséquilibres régionaux.

Cependant, ces plans de développement de l'économie nationale et le souci de doter le pays d'infrastructures furent toujours mis en œuvre avec parcimonie et sans grande vigueur, attitude à laquelle la politique d'«encadrement industriel⁵» contribua de manière décisive. Selon l'actuel président du conseil d'administration de l'une des entreprises que j'ai étudiées, *«L'encadrement industriel était peut-être justifié à l'époque. Mais il a ensuite été complètement dénaturé. C'était une arme entre les mains de certains groupes pour transformer le pays en une ferme autarcique, entravant le développement. [...]»*

Ces observations montrent bien les entraves imposées par la politique de développement économique de Salazar à la libre initiative dans la création, l'expansion ou la modernisation de l'industrie et des activités économiques en général. Cette orientation du régime, fondée sur des idéaux corporatistes, familialistes et traditionalistes, bien exprimée dans l'idéologie sous-jacente à l'«encadrement industriel», empêcha non seulement le développement économique du pays, mais aussi la création même des infrastructures de base que les «plans de développement» semblaient prôner, contribuant à la consolidation de l'énorme retard du Portugal par rapport à tous les autres pays du monde industrialisé.

Le grand développement d'un petit groupe d'entreprises portugaises pendant l'*Estado Novo* fut largement dû au régime d'«encadrement industriel» : dans la pratique, seuls les grands groupes obtenaient l'autorisation de réaliser de nouveaux projets et disposaient du capital nécessaire pour les mener à bien. Par conséquent, à partir des années 1950, une situation très spécifique se créa au Portugal. Face à la nécessité de s'autofinancer, les groupes préférentiellement industriels se tournèrent vers les secteurs de la finance et de l'assurance. Ce fut le cas, par exemple, du groupe CUF. À leur tour, les grands groupes financiers, tels que le Groupe Espírito Santo, étendirent leurs investissements au secteur industriel.

Le groupe Espírito Santo fut, jusqu'en 1974, le deuxième groupe économique portugais, tout en étant celui qui avait la plus grande projection internationale, car il entretenait d'excellents contacts avec de puissants groupes internationaux. [...] il possédait l'une des plus importantes banques portugaises qui, à partir du milieu des années 1940, après sa fusion avec le Banco Comercial de Lisboa en 1937, prit le nom de BESCL (Banco Espírito Santo e Comercial de Lisboa) ; elle devint la plus grande des grandes banques portugaises et représentait la Chase Manhattan Bank. Avec la First National City Bank (également nord-américaine), ils formèrent le Banco Interunido de Angola.

⁴ L'accord de Salazar sur l'adhésion du Portugal à l'AELE surprit la communauté internationale. Toutefois, il ne s'agissait que d'un accord commercial, contrairement à la CEE, qui impliquait également un accord politique, et où seuls les pays démocratiques étaient admis. L'ouverture de l'économie portugaise aux marchés internationaux et la libéralisation des investissements étrangers au Portugal, qui eurent lieu en même temps, accélérèrent considérablement le développement de l'économie portugaise.

⁵ L'«encadrement industriel» fut le modèle de développement industriel adopté par l'*Estado Novo* ; il reposait sur une politique protectionniste et nationaliste qui, dans la pratique, empêchait la croissance de la libre entreprise et encourageait la croissance des groupes monopolistiques.

Le groupe contrôlait également la compagnie d'assurance Tranquilidade, qui était la deuxième du pays, et Tranquilidade Moçambique. À partir des années 1930, les colonies portugaises devinrent un marché important pour les activités du groupe Espírito Santo, et c'est dans ce contexte que le groupe diversifia ses activités économiques dans l'agriculture, l'industrie et l'immobilier. Avant avril 1974, plus de soixante grandes entreprises portugaises étaient détenues par le groupe Espírito Santo ou avaient des relations directes avec lui [...].

L'énorme croissance et l'expansion des activités du Groupe Espírito Santo à partir des années 1950 ne fut pas, malgré le caractère exceptionnel de sa taille, un exemple unique du développement d'un grand groupe économique sous le régime protectionniste alors en vigueur au Portugal. [...]

La politique de dynamisation du tissu économique menée à partir du milieu des années 1950 eut des répercussions évidentes sur l'économie du pays, comme en témoigna le taux de croissance annuel moyen du secteur industriel entre 1953 et 1970, qui fut de 8 %. Ce chiffre doit cependant être relativisé en raison du très faible taux de croissance enregistré jusqu'aux années 1950 [...]. Les mesures incitatives promues par l'État furent principalement utilisées par les groupes économiques déjà établis et ne favorisèrent pas la création de nouveaux groupes pour stimuler l'économie nationale. Au contraire, elles donnèrent lieu à une situation de monopole dans laquelle les sept grands groupes économiques susmentionnés contrôlaient tous les secteurs de base de l'économie portugaise, tant dans la sphère productive que dans les banques, les assurances et les transports [...].

Maria Belmira Martins caractérise l'économie portugaise de cette période comme ayant «*un faible degré de développement et un haut degré de concentration*» [...]. Selon cette auteure, cette situation découlait fondamentalement du fait que «*les transformations structurelles au Portugal ne résultèrent pas uniquement du développement des forces productives, mais furent provoquées par l'intervention de l'État*» [...], permise par la situation politique de notre pays. Selon elle, ce fut la politique suivie par Salazar – «encadrement industriel», avantages et incitations fiscales, lois sur le développement industriel avec une politique sélective de crédit et de soutien aux entreprises considérées comme clés – qui accéléra le processus de concentration et permit à un petit nombre de groupes d'acquiescer une taille énorme.

Donnant une idée très claire de la dimension de la concentration dans le panorama économique portugais, Américo Ramos dos Santos affirme qu'«*en 1973, sur les quatre cent onze entreprises qui vendaient plus de trente millions d'escudos par an, environ trois cents étaient dominées par les sept grands groupes nationaux*» [...].

À partir de 1960, on assista à une centralisation et à une concentration croissantes, exceptionnellement intenses au cours des huit dernières années du régime. [...] En 1973, 2,4% des entreprises détiennent 75,4% du capital total de l'économie portugaise. C'est à partir de 1959 et surtout de 1968 que le développement monopolistique élimina les petites entreprises [...].

Cependant, après le climat favorable des années soixante, l'économie portugaise connut des difficultés à la fin de la décennie, au moment où Marcelo Caetano remplaça Salazar à la tête du gouvernement en 1968, en raison de la grande crise de l'économie internationale. L'accélération de l'inflation, l'aggravation du déficit commercial, la coûteuse guerre coloniale et la croissance très rapide de l'émigration marquèrent la phase finale de l'*Estado Novo* (1969-1973).

À partir des années 1950, et malgré un retard considérable par rapport au reste de l'Europe, le Portugal passa d'un pays agricole à un pays relativement industrialisé, et l'importance d'un petit nombre d'industriels capitalistes s'accrut considérablement. Cependant, comme le rappelle Hermínio Martins, il ne faut pas exagérer les changements dans la composition et l'apparence des classes supérieures et de l'élite dirigeante portugaise. Selon ce sociologue, dans un petit pays comme le Portugal, l'élite dirigeante et la classe supérieure⁶ étaient facilement identifiables et souvent liées par des mariages superposés. En outre, elles partageaient une éducation commune,

⁶ Hermínio Martins a défini la classe supérieure portugaise comme étant composée «*des propriétaires terriens, des financiers, des grands industriels et autres hommes d'affaires ; des échelons les plus élevés des organes officiels et du professorat, de l'épiscopat catholique et des membres les plus prestigieux des professions libérales* ».

leurs valeurs et leurs modes de vie étaient convergents et «*tendaient davantage vers la consommation aristocratique que vers la rationalité bourgeoise*» [...].

Maria Antónia Pedrosa de Lima, 2003

CHRONOLOGIE⁷

Jeudi 25 avril – Le premier communiqué du Mouvement des forces armées est diffusé à 5 heures 30 par l'émetteur Radio Clube Portugais ; ensuite les nouvelles du ralliement des casernes et des garnisons aux rebelles vont se succéder. Au départ, il semble s'agir d'un putsch militaire uniquement, et des consignes de ne pas sortir dans les rues sont données à la population.

Dès 8h30, une proclamation du MFA annonce que des élections seront organisées. A Lisbonne, les magasins et les banques restent fermés. Au milieu de la matinée, deux navires de guerre remontent le Tage, prennent position devant la ville et reçoivent l'ordre de bombarder les forces rebelles. Le commandant du premier et l'équipage du second refusent d'exécuter l'ordre.

La situation paraît se durcir dans l'après-midi: la caserne de la Garde républicaine est mise en demeure de se rendre. Les affrontements entre les forces gouvernementales et les rebelles sont atténués par la présence d'une foule déjà nombreuse, à qui l'on demande à plusieurs reprises de se disperser, et qui comptera plusieurs blessés.

Le QG de la Garde nationale républicaine (GNR)*, où sont réfugiés le président de la République (Américo Tomás*) et le président du Conseil (Marcelo Caetano*), tombe ; le régiment du 2^e Lanciers (Police militaire) se rend. En fin d'après-midi, à son arrivée à la caserne de la Garde républicaine, une foule nombreuse accueille le général Spinola*, qui était resté jusqu'à ce moment chez lui.

Un grand rassemblement populaire se forme spontanément devant le siège de la PIDE* [Police internationale pour la défense de l'État, appelée aussi DGS, Direction générale de la sécurité]. L'armée tire, il y aurait 6 morts. La foule exige que le bâtiment soit investi. Un capitaine annonce que les prisonniers politiques détenus à Peniche et Caxias seront libérés.

Vers 23 h, un communiqué des forces armées annonce que toutes les unités de la force publique ont adhéré au mouvement, et vont recommencer à assurer l'ordre dans les villes en liaison avec les forces militaires. Une foule en liesse se répand dans la ville. Le coup d'État militaire proprement dit est terminé. Une Junte de 7 membres est constituée. [Cette «Junte de salut national» nomme le général Spinola président de la République et met fin à une dictature qui dure depuis 1926.]

Vendredi 26 avril – A 1 heure 30, le général Spinola apparaît à la télévision, entouré des membres de la Junte. Le général Tomas et Marcelo Caetano sont exilés dans l'île de Madère ; Caetano voulait, avant sa reddition, entrer en contact avec Spinola afin «*que le pouvoir ne tombe pas aux mains de la rue*».

Au cours d'une conférence de presse durant la matinée, Spinola énonce le programme de la Junte. Le 26 avril 1974, la *Pravda* [organe officiel du Parti communiste de l'Union soviétique]

⁷ La CHRONOLOGIE précédant chaque éditorial est extraite, pour l'essentiel, de *Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société (op. cit.)*. J'ai modifié un peu le style et ajouté, entre crochets, quelques informations lorsque cela m'a semblé nécessaire, informations généralement tirées de la chronologie du livre de l'universitaire trotskiste Raquel Varela (2014), par ailleurs violemment opposée aux positions de *Combate* au point qu'elle ne mentionne ni ce journal fondamental ni les écrits de João Bernardo ! Les noms ou les mots suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire final (*NdT*).

salue «*l'entrée de l'armée portugaise dans la lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques*».

A midi, la PIDE résiste toujours. Entourée d'une foule considérable, une colonne d'auto-mitrailleuses descend l'avenue de la République et donne l'assaut au siège de la Police, toujours entourée de la foule. Dans l'après-midi, on assiste à Lisbonne à la chasse aux membres de la PIDE, que l'armée protège du lynchage. A Porto, on dissout la PIDE et on laisse partir les policiers dont beaucoup pourront prendre la fuite ; cela montre la faible centralisation du mouvement, qui se trouve durci par la pression populaire.

Des groupes de jeunes manifestants remontent les boulevards derrière des drapeaux rouges en criant «Socialisme» et en demandant un «Premier mai rouge».

Dans l'après-midi commence la libération des prisonniers politiques ; au départ, on ne devait pas libérer les auteurs d'attentats, mais les prisonniers eux-mêmes exigent «Tous ou personne» ; ce qui se fait sous la pression populaire et avec l'attitude favorable des forces armées.

Les gens attaquent le siège d'*A Epoca*, journal du parti unique de Caetano.

La plupart des magasins et des banques restent fermés dans le quartier des affaires ; les gens se réunissent dans les écoles et dans les usines.

Pour la première fois les journaux paraissent libres de toute censure, et on se les arrache.

L'armée occupe quelques points stratégiques de la ville. Une atmosphère de fraternisation s'installe entre les soldats et la population.

La CDE* (Commission démocratique électorale), front uni d'opposition au régime de Caetano, organise une grande manifestation: «*L'heure est à la fête, à l'action, à la lutte et aux amples conquêtes*», comme le proclame un tract de la CDE. Les drapeaux rouges sont omniprésents.

Samedi 27 avril – Spinola reçoit les dirigeants de toutes les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche. Une manifestation est organisée à Porto, où quelques îlots de la PIDE résistent encore.

29 avril – Retour d'exil de Mário Soares*, leader du Parti socialiste, qui est reçu par la Junte dès son arrivée et se déclare prêt à diriger un gouvernement auquel participeraient des communistes («*l'œuvre de reconstruction de notre patrie débute maintenant [...] la richesse doit cesser de revenir aux parasites et aux banquiers*»).

Les ministres de l'ancien gouvernement qui avaient été arrêtés sont relâchés.

Les militants maoïstes peignent leurs slogans sur les murs. Les groupes qui agitent des banderoles et chantent *L'Internationale* se multiplient.

A Lisbonne, les employés de bureau ont occupé leurs syndicats et chassé la direction ; à Porto le siège d'un mouvement étudiant est saccagé.

L'agitation populaire ne faiblit pas, la fraternisation avec les soldats se confirme. La manifestation du Premier mai est autorisée, mais Spinola aurait dit: «*Après le Premier mai, tout cela doit cesser.*»

Le Syndicat des banques (dominé par le PC) contrôle les sorties de capitaux.

La Junte déclare que le pouvoir ne tolérera pas de représailles individuelles.

Une réunion de 700 officiers de marine est présidée par les capitaines de marine engagés dans le coup d'État: ils adoptent une motion de soutien à la Junte, mais aussi de mise en garde, en rappelant le programme des forces armées.

[30 avril – Les syndicats occupent le ministère des Corporations et de la Sécurité sociale. Les travailleurs du bâtiment occupent le siège de leur « syndicat » et en licencient la direction.

Création du Movimento de Libertação da Mulher (Mouvement de libération de la femme).]

1^{er} mai – Manifestation d'au moins 500 000 personnes à Lisbonne, dans l'après-midi, à l'appel de toutes les organisations, suivie d'une manifestation à l'appel du MRPP* en fin d'après-midi, et d'une fête qui se prolonge dans la nuit. Durant la manifestation, le service d'ordre est assuré par les militaires à la demande des organisations, et les banques sont gardées par l'armée, bien qu'il n'y ait aucune menace insurrectionnelle. Les manifestations

sont dominées par la fraternisation entre soldats et population et par les slogans contre la PIDE.

Des appels sont lancés à des réunions dans tous les secteurs. Les revendications de salaires et les discussions pour un minimum de 6 000 escudos⁸ se multiplient.

Les aéroports sont contrôlés par l'armée, pour éviter la sortie des capitaux.

La censure des spectacles est abolie mais ces derniers sont soumis à une commission nommée par la Junte.

Les salariés de la société de transports Transul se mettent en grève.

A Radio Renascença, les émissions reprennent après une courte grève contre la censure exercée sur un reportage, entraînant l'intervention des délégués du MFA et de la Junte et la désignation de deux administrateurs par le personnel.

550 détenus politiques sont libérés au Mozambique.

2 mai – Contre l'avis de Spínola, les capitaines de marine obtiennent la libération de tous les prisonniers politiques sans exception.

La Junte autorise le retour des exilés déserteurs⁹ et insoumis, et l'amnistie pour ceux qui se présenteront dans les quinze jours.

[Les salariés de l'hôpital Júlio de Matos, à Lisbonne, et du *Diário de Lisboa* occupent leurs lieux de travail.]

Les directions des journaux se trouvent démisées ou remplacées. La Junte prend le contrôle de la radio et de la télévision d'État, reconnaissant l'indépendance de Radio Clube Português et de Radio Renascença.

En Angola, le MPLA* rejette le plan de Spínola.

3 mai – Dans un communiqué, la Junte rappelle que *«tant que le Gouvernement provisoire n'est pas constitué, il revient aux institutions officielles en place de continuer à diriger la vie de la nation»*. Ce communiqué vise les initiatives qui sont prises spontanément un peu partout, comme les occupations¹⁰ d'immeubles en construction par les habitants des taudis et bidonvilles à Lisbonne, avec le concours de militants du MRPP.

Un meeting de plusieurs milliers de travailleurs de la sidérurgie se tient à Paio Pires ; une commission est désignée pour transmettre des revendications parmi lesquelles l'entrée en vigueur d'un contrat de travail, la réadmission immédiate de tous les travailleurs licenciés depuis le 1^{er} janvier, et un salaire égal pour tous sans distinction, obtenu en divisant le produit total des revenus de l'entreprise pendant un mois par le nombre total des travailleurs. Les participants à cette réunion fixent le 6 mai comme délai avant d'arrêter totalement la production dans toute la sidérurgie.

[Des militants du MRPP empêchent l'embarquement d'un groupe de soldats vers l'Afrique.

Les salariés du *Diário de Notícias* occupent leur journal.]

4 mai – Des heurts se produisent avec l'armée lors de l'enlèvement, par des militants maoïstes, de douze militaires qui devaient embarquer pour les colonies.

Des enquêtes sont demandées sur le meurtre d'Humberto Delgado* [en 1965] et les massacres au Mozambique ; on demande aussi que soient gelés les comptes en banque des anciens dirigeants.

5 mai – Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs réunis exigent et obtiennent la démission de la direction : à la Compagnie de téléphone de Lisbonne (TLR/TLP), la Caisse de

⁸ A la fin de 1973, les salaires tournaient entre 1500 et 1700 escudos (NdT).

⁹ Les déserteurs sont au nombre de et les exilés économiques (NdT).

¹⁰ «En 1966, sur dix millions de Portugais, six millions (dont cinq millions habitaient dans les régions rurales) vivaient dans des logements sans eau ni électricité, sans égouts ni salle de bains. Trente-trois mille familles habitaient dans des bidonvilles, dont 68% dans la région de Lisbonne et 8% à Porto. 60% du total de ces familles habitaient dans des zones urbaines. En outre, 450 000 familles vivaient entassées dans des logements sans le moindre confort.» (Mendes Abadia, 2010) (NdT).

prévoyance de Faro, dans un hôpital de Porto, etc. ; de même dans les journaux de Lisbonne (*A Capital, Diario Popular, Diario de Lisboa*) et de Porto (*Jornal de Noticias*).

Les agriculteurs du district d'Evora transforment les Maisons du peuple* en Syndicats des travailleurs agricoles.

Des prisonniers politiques sont libérés en Angola* et en Guinée-Bissau*. Le général Costa Gomes* affirme que la lutte continuera contre les guérilleros tant qu'ils n'auront pas déposé les armes et accepté la perspective d'une solution politique ; la Junte rejette l'éventualité d'une déclaration unilatérale d'indépendance de la part d'un groupe ou d'une «*communauté raciale*» dans les colonies.

Au Brésil, l'industriel Champalimaud* fait l'éloge de la Junte et en particulier du général Spinola.

Dans un document envoyé à la Junte, un groupe de prêtres du centre du pays (Beira Baixa) affirment : «*Ceux qui vivent dans les communautés rurales savent combien la peur s'est généralisée dans les consciences paysannes après la chute du régime [...]. La destruction soudaine des structures politiques a provoqué dans les villages un traumatisme terrible dont nous ignorons les conséquences*».

6 mai – Un communiqué de la Junte condamne derechef les réunions dans les entreprises pendant les heures de travail, l'expulsion de personnes investies de responsabilités officielles et les atteintes à la hiérarchie.

Un communiqué du PC appelle à l'union du peuple et des militaires, condamne «*l'opportunisme de droite*» et «*l'aventurisme gauchiste*», et les occupations de mairies et de préfectures qui «*font objectivement le jeu de la contre-révolution*».

Une manifestation du MRPP réunit 500 personnes à Lisbonne.

A la TAP [compagnie aérienne nationale], une assemblée générale de travailleurs désigne trois délégués pour assurer la direction avec trois autres nommés par la Junte, et demande, entre autres, la mise en place d'un processus devant aboutir à l'autogestion.

Des travailleurs de la métallurgie se réunissent en assemblée générale à Porto et à Matosinhos. Tandis que les travailleurs de la sidérurgie se préparent à la grève, les services techniques et la direction proposent leurs bons offices à la commission de travailleurs pour contacter Champalimaud.

Des mineurs, des travailleurs des hôpitaux de Coimbra, de la radio et de la télévision de Porto, du gaz et de l'électricité de Porto, des postes et téléphones de Lisbonne et de Bragança, etc., tiennent des assemblées générales.

[9 mai – Les travailleurs de Timex occupent l'entreprise.

40 000 ouvriers du bâtiment de Torralta sont en grève.]

10 mai – Le gouvernement interrompt une émission théâtrale en direct qui critiquait l'Église.

Au cours d'un meeting, un membre du Comité central du PC déclare: «*Les communistes sont dans le gouvernement pour réaliser le programme des forces armées.*»

13 mai – Dans un communiqué, la Junte s'oppose à l'occupation des maisons vides par des habitants des bidonvilles qui constitue, selon elle, une «*grave infraction à l'ordre établi*».

[Les 1600 travailleurs des mines de Panasqueira se mettent en grève. Les ouvriers de Firestone occupent plusieurs sites.]

Des grèves éclatent dans les transports et dans les usines textiles au Mozambique. Des commissions de gestion des hôpitaux sont élues en assemblée générale.

15 mai – La grève se développe dans l'industrie de la laine, les transports publics (où les grévistes ne font pas payer les tickets de transport), les mines de Panasqueira, l'industrie des produits pharmaceutiques et le bâtiment.

[16 mai – Les travailleurs du groupe Grão-Para arrêtent de bosser pendant 5 jours. Des grèves éclatent dans les raffineries, l'industrie lainière, dans les banques, les compagnies d'assurance, l'industrie du verre, etc.]

17 mai – *Premier Gouvernement provisoire*¹¹ présidé par Adelino da Palma Carlos, universitaire et avocat qui a défendu de nombreux opposants au salazarisme mais aussi des groupes financiers influents. Son gouvernement comprend des ministres du PC, du PS et du PPD* (droite).

18 mai – Un grand mouvement de grève se déclenche au Mozambique dans le bâtiment, le textile et les chemins de fer ; dans une usine textile, les travailleurs demandent l'égalité des droits pour les ouvriers africains.

La grève de Timex continue.

16 mai – Des grèves éclatent dans les raffineries, chez ITT, dans les verreries, la banque, l'alimentation, chez Philips, Firestone, dans les Assurances.

Une grève perlée est menée au chantier naval de la Lisnave¹² pour obtenir 7 800 escudos mensuels et 40 heures hebdomadaires. Début de la grève à la Messa.

[19 mai – La Junte de salut national légalise les occupations qui ont été effectuées mais interdit qu'elles se produisent dans d'autres lieux.]

20 mai – Fin de la grève aux mines de Panasqueira où les 40 heures ne sont pas obtenues. La grève continue à la Lisnave et dans l'industrie textile où le paiement des jours de grève est demandé.

Le mouvement d'occupation des maisons vides continue.

21 mai – Les travailleurs de l'hôpital Santa Maria de Lisbonne discutent, en assemblée générale, une proposition de salaires égaux pour tous.

[Environ 20 000 métallos manifestent à Porto pour réclamer la signature d'une convention collective.]

Les grèves et mouvements revendicatifs continuent dans les Assurances, à la TAP, dans le bâtiment, les usines de montage automobile, l'industrie des produits pharmaceutiques, chez les pêcheurs, à la Standard Electric, dans la chimie, l'hôtellerie, et l'enseignement secondaire.

Les salariés agricoles et les employés de maison commencent à se réunir en vue de la constitution d'un syndicat.

22 mai – Dans le secteur des assurances, les syndicalistes du PC lancent leurs premières mises en garde contre ce qu'ils appellent «*l'anarchie économique*».

La grève débute chez Renault. 6 000 ouvriers du textile poursuivent leur mouvement. Le ministre de l'Économie affirme: «*l'Afrique du Sud n'a rien à craindre*». Le plus grand supermarché de Lisbonne se met en grève.

23 mai – Les travailleurs de Melka (entreprise à capitaux suédois) se mettent en grève : le syndicat du textile contacte les syndicats suédois.

L'Intersyndicale* attire l'attention des travailleurs sur les grèves»*inopportunes encouragées par la réaction*».

[24 mai – Les ouvrières de Charminha (usine textile à Pontinha, Lisbonne), en grève depuis le 15 mai, occupent les locaux et décident de reprendre la production et de la vendre elles-mêmes. Des cas similaires ont lieu chez Sogantal, entreprise française, Texmalhas et Naturana, société allemande.]

25 mai – Les employés de Radio Renascença, dont le patron est l'évêché de Lisbonne, se déclarent «en autogestion» ; l'armée est envoyée sous le prétexte que les studios sont occupés par des militants d'extrême gauche.

Mécontentement à la base dans le syndicat des métallurgistes, dont la direction donne son accord pour un salaire minimum de 4 500 escudos alors que les ouvriers en demandaient 6000. Grève avec occupation chez Berliet contre des licenciements collectifs.

¹¹ Il y aura en tout six gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976 (NdT).

¹² A l'époque, il s'agit d'un des chantiers navals les plus importants au monde (NdT).

Le gouvernement fixe le salaire minimum à 3 300 escudos.

Alvaro Cunhal* [le dirigeant historique du PCP] appelle les déserteurs à rentrer dans l'armée et déclare: *«La grève généralisée peut conduire au chaos.»*

Plusieurs milliers d'élèves du secondaire manifestent dans les rues en demandant l'abrogation immédiate des examens.

26 mai – Grève d'un chantier naval au nord de Porto pour obtenir 6 000 escudos par mois, quatre semaines de congés payés, 45 heures par semaine et un treizième mois.

La grève du textile prend fin après un accord syndicat-patronat-ministère du Travail: plusieurs milliers d'ouvriers manifestaient devant l'immeuble où se déroulaient les négociations aux cris de «Vive la classe ouvrière, vive notre grève !»; ils menaçaient d'envahir l'immeuble si un accord n'était pas conclu; ayant réclamé le calme, la direction du syndicat s'est vu accuser de *«manœuvre étrange»*; la police protège l'immeuble; deux heures et demie plus tard, l'accord était signé: 1 000 escudos d'augmentation pour tous !

Des petits entrepreneurs se réunissent à Lisbonne: *«Les grandes entreprises veulent détruire les PME.»* Ils appuient l'Intersyndicale dans son effort pour modérer les augmentations de salaires.

20 000 métallos manifestent à Porto, devant le siège de l'association patronale en négociation avec le syndicat.

27 mai – Malgré l'avis défavorable des syndicats au départ, les autobus de Lisbonne se mettent en grève et demandent la parité avec le métro. La grève des pêcheurs continue dans le nord du pays.

A Bragance, le PC déclare au cours d'un meeting: *«Les grèves sautages ne peuvent pas servir la cause des travailleurs.»*

28 mai – La grève prend fin à la Messa mais celle des transports publics continue. La grève débute chez les ouvriers boulangers. Les PTT de Lisbonne sont eux aussi en grève.

29 mai – Chez Timex, à Lisbonne, les ouvriers décident la grève du zèle avec baisse des cadences et mise en pratique des 40 heures.

La grève des pêcheurs prend fin. Au péage de l'ex-pont Salazar (qu'une inscription a rebaptisé «Pont Salvador Puig Antich»), les employés ne font plus payer le passage.

Pour le Syndicat des travailleurs du pain, *«les ouvriers boulangers sont manipulés par les agents des patrons»*; de son côté, le patronat *«attribue la grève à des éléments politiques d'extrême gauche»*.

30 mai – Le travail reprend dans les transports publics, chez Electrolux (*«en solidarité avec le gouvernement»*) et dans les boulangeries (où rien n'a été obtenu).

Une liste d'opposition de gauche est présentée aux élections du Syndicat des employés de bureau, traditionnellement favorable au PC.

31 mai – La solde des soldats passe de 30 à 250 escudos par mois. Le même repas sera désormais servi à tous les gradés.

Le syndicat des vendeurs de journaux est créé. Le syndicat des cheminots (proche du PC) déclare *«ne pas vouloir participer à des aventures dangereuses pour la consolidation de la liberté»*.

La commission des travailleurs du métro conteste la décision du gouvernement de révoquer la direction parce qu'elle aurait trop accordé aux travailleurs.

En province, Spinola continue ses discours contre *«l'anarchie»*.

1^{er} juin – Manifestation de l'Intersyndicale contre *«la grève pour la grève»*; une délégation est reçue par le ministre communiste du Travail.

2 juin – Manifestation violente de soldats du contingent à Macao, contre le commandement militaire; d'après les journaux, la mutinerie, devenue presque incontrôlable, était dirigée contre les militaires accusés de corruption et de détournement de fonds; les soldats scandaient: *«Voleurs, bourgeois, nous voulons rentrer au Portugal !»*; la Junte envoie une délégation pour négocier avec eux.

5 000 employés de maison créent un syndicat.

4 juin – Des garnisons désertent et se replient sur Bissau.
Mille femmes de ménage se mettent en grève.
Des femmes au foyer forment une association liée au Mouvement de libération de la femme.
Le PC prend l'initiative d'organiser «*Un jour de travail pour le Portugal*» et déclare que
«*cet appel patriotique éveille une adhésion enthousiaste*».

5 juin – Début des négociations avec le FRELIMO*.
[6 juin — 8 000 travailleurs du nettoyage se mettent en grève.]

7 juin – Saldanha Sanches, le directeur du journal du MRPP (maoïste) est mis en taule. Le PC publie un communiqué dans son journal : «*Les groupes révolutionnaires montrent qu'ils servent clairement non les intérêts des travailleurs mais ceux de la réaction.*»

9 juin – Les relations diplomatiques sont rétablies avec l'URSS.

11 juin – Les négociations reprennent avec le PAIGC*.

12 juin – Plusieurs milliers de personnes manifestent pour réclamer la libération du directeur du journal du MRPP.
[Les ouvrières de l'usine textile Sogantal occupent l'entreprise et décident de vendre leur production.]

13 juin – Les ouvriers de Citroën, à Mangualde, occupent l'usine pour s'opposer au lock-out décidé par la direction.]

14 juin – Au sud de Lisbonne, 5 000 manifestants (ouvriers et patrons de PME) défilent en criant: «*Non aux grèves ! Les entrepreneurs sont des fils du peuple ! Non à l'anarchie ! Non au chômage ! Non à la faim !*»

17 juin – Début de la grève des postiers.
L'armée tire sur des prisonniers qui essayaient de s'échapper de la prison centrale de Lisbonne et il y a plusieurs blessés.

18 juin – Une révolte éclate dans plusieurs prisons, parmi les droits communs.

19 juin – Spinola rencontre Nixon aux Açores.
Le PC organise une manifestation contre les grévistes des Postes.
Les grèves continuent dans les ports du Mozambique et de l'Angola.
Également dans les transports publics, les banques, les industries du sucre et du textile.

20 juin – Fin de la grève des postiers.
Premières fermetures d'entreprises dans le textile.
Des techniciens des pays de l'Est participent à un séminaire de marketing à Lisbonne.

Éditorial du 21 juin 1974

(*Combate* n° 1)

Ce journal naît et vivra selon l'évolution des luttes des masses travailleuses. Sur tous les terrains où se manifeste la lutte de classes, dans les lieux de production (dans les usines et dans les champs), les quartiers, les casernes, les collectivités de loisirs et de culture, les luttes des prisonniers de droit commun et toutes les luttes des minorités contre l'oppression – ce journal cherchera à être présent.

Notre objectif est de faire connaître et unifier les différentes luttes des travailleurs et de tous les opprimés. A cette fin nous développerons deux grands types d'activités : d'un côté, le renforcement de ce journal ; de l'autre, nous tenterons de stimuler l'organisation de réunions de masse entre les travailleurs impliqués dans des luttes différentes. Le travail conjoint du journal et des réunions de masse contribuera à accélérer la fusion des luttes des travailleurs et l'union de tous les exploités.

Nous soulignons que ce journal n'est pas, et ne prétend pas être, l'organe d'aucun parti, mais qu'il est et continuera à être ouvert, sans aucun sectarisme, au travail de tous les progressistes et les révolutionnaires, appartenant à un parti ou pas, qui acceptent les neuf points de notre «*Manifeste*».

Il y aura trois types de textes, en principe, dans ce journal:

a) des articles qui approfondiront des points du *Manifeste*, suite à des réunions de masse entre les diverses luttes particulières.

b) des articles sur les luttes particulières résultant de réunions à divers niveaux avec les travailleurs qui participent à ces luttes.

c) Des textes informatifs provenant de réunions avec les correspondants du journal.

Les rédacteurs du journal, intégrés dans son collectif de rédaction, seront le stylo des masses travailleuses et de leurs avant-gardes en lutte, avec l'objectif de s'insérer dans les luttes locales comme un poisson dans l'eau.

Les collaborateurs de ce journal auront un rôle actif :

– dans la création de contacts qui mènent à des réunions de masse insérées dans des processus de luttes particuliers,

– dans la fabrication et l'organisation du journal et sa distribution aux côtés des masses populaires,

– dans l'organisation de réunions d'information et d'enquête par l'intermédiaire de discussions.

Les luttes des masses travailleuses contre l'exploitation et contre l'oppression sont la raison d'être de ce journal. Ce journal n'existe que pour les luttes des travailleurs et de tous les opprimés.

Manifeste de Combate

(publié le 21 juin 1974

et modifié¹³ le 13 septembre 1974)

Quel est le combat des travailleurs, quel est celui des exploités ?

Avant le coup d'État du 25 avril 1974, pendant le coup d'État et depuis lors, il y a toujours eu deux grands domaines de lutte.

La lutte des travailleurs portugais et des peuples opprimés et exploités des colonies représente l'un de ces grands champs d'action, qui n'a pas pour objectif d'adapter l'appareil d'État de la bourgeoisie aux problèmes politiques et économiques qui surgissent parmi les exploités, mais qui veut mettre fin à l'exploitation elle-même.

Toutes les classes et couches exploitées ont ressenti un besoin urgent de remodeler les institutions gouvernementales et le système de gouvernement lui-même, pour trois raisons fondamentales :

– La situation intenable de la bourgeoisie portugaise dans les colonies, l'incapacité de vaincre militairement les peuples coloniaux ont intensifié l'urgence impérieuse pour la bourgeoisie de modifier sa politique et l'ont conduit à chercher, avec la paix militaire, des solutions politiques et économiques néocoloniales.

– Les multiples grèves et luttes des travailleurs portugais ont montré à la bourgeoisie que l'appareil répressif du *marcelismo* était déjà complètement inadéquat pour contenir et réprimer ces grèves. La bourgeoisie a voulu instaurer la «liberté de faire grève» tout en plaçant généralement des éléments réactionnaires, hostiles à cette pratique de lutte, à la tête de l'appareil syndical.

– Les classes et couches exploitées avaient besoin également d'adapter l'appareil étatique pour résoudre les graves problèmes économiques qui s'étaient accumulés sans que l'administration de Marcelo Caetano ne leur apporte de solution. L'inflation, la nécessité d'accroître le développement industriel, les relations avec le Marché commun et l'émigration imposaient une réorganisation rapide et à grande échelle des institutions gouvernementales.

D'un côté, les travailleurs luttent activement pour la résolution de leurs problèmes ; ils exigent une amélioration immédiate de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail ; et ils élargissent la lutte contre l'exploitation capitaliste. De l'autre côté, les exploités veulent résoudre leur problème principal, c'est-à-dire instaurer les conditions adéquates pour exploiter davantage les travailleurs coloniaux et portugais.

Le coup d'État du 25 avril 1974 a été mené et guidé par les exploités pour défendre leurs intérêts.

Un grand problème préoccupait la bourgeoisie portugaise et a conduit au 25 avril : comment maintenir l'exploitation capitaliste et l'adapter aux nouvelles conditions ? C'est pourquoi les masses ouvrières n'ont pas eu (et n'auraient pu jouer) un rôle actif quelconque dans le coup d'État du 25 avril 1974 : ce coup n'était pas destiné à mettre fin à l'exploitation mais à la perpétuer.

Le coup d'État du 25 avril a été conçu par les hautes sphères des classes dirigeantes, en étroite relation avec les groupes financiers ; en pratique, il a été exécuté par des capitaines et des commandants provenant de la moyenne bourgeoisie, ou liés à celle-ci, et canalisés politiquement par des généraux de la Junta, dont certains sont liés à la haute finance et d'autres sont même leurs représentants directs.

Dans leur lutte contre l'exploitation capitaliste, les travailleurs créent habituellement des formes révolutionnaires d'organisation qui intègrent activement toutes les masses laborieuses en lutte. Le 25 avril 1974 ne s'est pas appuyé sur les organisations de lutte de la classe ouvrière ; il s'est, au

¹³ Le 13 septembre 1974, dans le numéro 6 de *Combate*, le deuxième point du Manifeste fut considérablement amplifié et un dixième point ajouté, modifications placées ici à la suite de ce texte (*NdT*).

contraire, efforcé de les soustraire à toute implication dans le coup d'État. A l'exception des attaques contre le siège de la PIDE et de la libération des prisonniers de Caxias, de Peniche et du bâtiment de la PIDE à Porto, qui résultaient d'actions rapides menées par les masses populaires, dans tous les autres cas, les travailleurs n'ont jamais eu le moindre contrôle ni la moindre interférence dans le déroulement du coup d'État.

En résumé : le 25 avril n'a pas reposé sur des formes organisationnelles apparues dans la lutte des travailleurs, mais plutôt sur les officiers de l'armée, au sein d'une organisation bourgeoise, rigidement constituée, qui n'a rien à voir avec notre combat. Et il ne pouvait en être autrement, parce que le coup d'État du 25 avril ne fait pas partie de la lutte des ouvriers contre le capitalisme, mais plutôt des tentatives des capitalistes pour continuer l'exploitation des travailleurs dans de nouvelles conditions.

Pourquoi certains courants politiques veulent-ils nous faire croire, aujourd'hui, que les travailleurs auraient joué un rôle déterminant le 25 avril 1974 ?

Le caractère exclusivement militaire du coup d'État n'a été un mystère pour personne le 25 avril et les jours suivants. C'est seulement plus tard que ces courants politiques ont commencé à affirmer que le 25 avril n'avait pas été un coup d'État militaire, mais une action au cours de laquelle les masses ouvrières auraient joué un rôle prépondérant.

Si certains secteurs politiques pensent aujourd'hui que les travailleurs ont oublié ce qui s'est passé il y a un mois et demi et, s'ils tentent de nous persuader que nous aurions été activement impliqués dans le coup d'État du 25 avril, c'est parce qu'ils veulent que nous approuvions les décisions prises par le gouvernement actuel, et souhaitent ainsi saboter ouvertement le développement de la lutte des prolétaires.

Les plus francs sont les généraux de la Junte (Spinola, dans son discours devant le Conseil d'État, ou Galvão de Melo* à la télévision, par exemple, ou Salgueiro Maia*, l'un des plus importants dirigeants du MFA, dans plusieurs interviews) qui revendiquent pour l'armée l'exclusivité de la planification et de l'accomplissement matériel du coup d'État. Une telle franchise n'est pas suscitée par leur amour de la vérité, mais uniquement par leur volonté de se présenter comme les seuls auteurs du coup d'État du 25 avril et donc comme des «libérateurs». Or c'est faux, ils n'ont pas tenu ce rôle. La libération des masses ouvrières, seuls les travailleurs l'accompliront, pas les capitaines ni les généraux d'une Junte quelconque. Par contre, il est vrai qu'ils sont les organisateurs du 25 avril. Il faut rendre à César ce qui appartient à César, mais la classe ouvrière et les masses laborieuses n'ont nul besoin de cette gloire mais de gloires bien différentes.

L'émancipation des travailleurs ne se fera que par la lutte des travailleurs eux-mêmes.

La lutte contre l'exploitation capitaliste, qui se déroulait le 24 avril 1974, ne s'est pas arrêtée le 25 et a continué le 26. Le coup d'État du 25 avril n'a pu mettre fin à la lutte contre l'exploitation parce qu'il ne cherchait nullement à liquider cette exploitation. Une grande partie des grèves qui ont éclaté après le 25 avril étaient déjà préparées avant la date du coup d'État militaire ; la lutte des travailleurs s'est donc développée, et se développe, dans un univers complètement différent de ce coup d'État. Le terrain sur lequel tout notre combat doit s'effectuer est celui de la lutte contre l'exploitation.

Comme il ne découle pas d'une action des travailleurs, mais d'un coup d'État militaire, et ne repose pas sur l'organisation autonome des masses laborieuses, mais sur la hiérarchie rigide des forces armées, le gouvernement issu du 25 avril 1974 ne pourra jamais contribuer à la libération des prolétaires ; il est incapable d'instituer des formes économiques et sociales communistes et de stimuler la lutte pour une société sans classes. On ne trouve pas la moindre trace de l'organisation autonome des travailleurs dans la Junte de salut national*, le Gouvernement provisoire civil ou le MFA. Notre lutte ne pourra jamais se développer dans une des institutions du nouveau régime.

Le 25 avril 1974 a instauré la liberté d'organiser des partis et la liberté d'expression – ou plutôt, la liberté d'une certaine expression. Mais, en même temps, les courants politiques les plus variés nous répètent sur tous les tons que le prolétariat et tous les travailleurs en général gagnent peu

d'argent, mais doivent produire beaucoup plus. Ils prétendent admettre le droit de grève, mais, en même temps et à plusieurs voix, ils lancent une violente campagne contre les grèves. Bref, ils affirment que la démocratie parlementaire est prioritaire et doit passer avant l'augmentation des salaires et une certaine réorganisation du travail.

Mais les travailleurs ne se nourrissent pas de démocratie et ne travaillent pas au Parlement. Nos intérêts immédiats consistent à augmenter les salaires et à modifier l'organisation du travail dans les usines. Ce ne sont pas nos intérêts futurs, mais nos intérêts **les plus immédiats**. Nos intérêts futurs ne se résument pas à l'augmentation des salaires, ils supposent de mettre fin au travail salarié et à l'exploitation capitaliste ; ils ne se réduisent pas non plus à la réorganisation des usines existantes ; ils impliquent le développement de nouveaux rapports sociaux de production, l'établissement d'une société communiste.

Notre lutte, dans les nouvelles conditions où la bourgeoisie s'est organisée après le 25 avril, suppose de développer le combat contre la bourgeoisie que nous menions avant le coup d'État militaire. C'est seulement là, dans la lutte contre l'exploitation – et non dans les nouvelles institutions du gouvernement bourgeois – que notre combat doit et peut se développer.

Les masses laborieuses développent maintenant au Portugal une lutte générale à l'échelle de tout le pays.

Toutes les classes qui s'intéressent activement au maintien du capitalisme jouissent d'une ample liberté d'expression et d'action dans les institutions du gouvernement actuel. Tous les exploités sont exclus de ces institutions. La frontière est donc très claire.

La lutte de la classe ouvrière et des autres travailleurs (qui depuis 1962 explosait seulement dans des combats isolés) se développe désormais au niveau national dans le cadre d'une vaste lutte globale, de plus en plus intense, où les luttes particulières établissent de plus en plus de liens entre elles, participant à la constitution d'un processus unique. Du point de vue des intérêts des travailleurs, telle est la caractéristique principale de la situation actuelle. La lutte des travailleurs au Portugal ne se réduit plus à une succession de combats particuliers interrompus par un reflux plus ou moins long ; elle se développe maintenant dans le cadre d'un combat général où toutes les luttes particulières ont tendance à entretenir des liens de plus en plus étroits.

Quel est le but de ce journal et du travail qui lui est lié ?

La fonction révolutionnaire qu'assumera ce journal et le reste du travail qui s'y rattache dépendront du développement de la lutte générale des travailleurs au niveau national.

Combate se propose d'être un agent actif dans la liaison entre les différentes luttes particulières. Nous les ferons connaître, en mettant l'accent notamment sur les expériences organisationnelles qui en résultent afin d'accélérer ainsi le développement de la lutte des travailleurs vers un combat global. Toute l'élaboration du journal et tout l'approfondissement des positions assumées ici résulteront de ces luttes et du développement de la lutte générale. Ce journal est le premier des axes de notre travail.

En liaison étroite avec le journal, nous favoriserons l'organisation de réunions de masse entre les travailleurs, les soldats et les marins, mais aussi entre les travailleurs, les soldats et les marins engagés dans des luttes particulières. Cette tâche difficile exige non seulement la création de très nombreuses conditions matérielles favorables, mais aussi la solidarité contre la répression de la bourgeoisie. Mais notre lutte ne se développera pas et ne se généralisera pas sans la tenue de réunions de masse entre les travailleurs qui ont différentes expériences spécifiques de lutte. Tel est le deuxième axe de notre travail.

Quelles sont les positions pratiques qui révèlent une attitude révolutionnaire dans la lutte de classe qui se déroule au Portugal aujourd'hui ?

Tout notre travail prend pour unique point de référence les positions pratiques assumées dans la lutte des travailleurs. Notre seul but est de contribuer à l'unification des différentes luttes particulières dans un combat global des masses ouvrières et des autres travailleurs. Nous ne sommes pas un parti, et nous ne cherchons pas non plus à en former un sur la base du travail lié à ce journal.

Les éléments ou les groupes appartenant à un parti, ou à aucun parti, peuvent collaborer avec nous tant qu'ils développent, dans la lutte des travailleurs, des positions pratiques révolutionnaires.

L'analyse du combat des prolétaires à l'heure actuelle et de leur expérience nous apprend qu'une position révolutionnaire dans la lutte des classes au Portugal se détermine actuellement de façon minimale selon les 8 points pratiques suivants:

1°) Contre la position réactionnaire, selon laquelle l'objectif de notre combat serait de soutenir le gouvernement actuel de la bourgeoisie, les masses travailleuses développent leur propre lutte autonome.

Différents courants politiques essaient de saboter le développement de la lutte des ouvriers et de tous les travailleurs sous prétexte qu'elle pourrait effrayer quelques généraux, capitaines ou ministres. Mais cette position revient à désarmer les travailleurs et à les livrer à l'ennemi, pieds et poings liés, en attendant l'indulgence de la bourgeoisie ! Les prolétaires ne demandent pas à personne de les libérer. Seule la lutte des exploités peut servir leurs intérêts, et notre position est toujours de renforcer sans cesse davantage notre lutte autonome. Au Chili ou dans n'importe quel autre pays, la contre-révolution a toujours triomphé lorsque la lutte des travailleurs ne s'est pas suffisamment étendue et approfondie, jamais parce qu'elle était allée trop loin. L'unique obstacle à la réaction, que ce soit celle de l'ancien régime ou du gouvernement actuel, est le développement de la lutte ouvrière autonome.

2°) La lutte anticoloniale doit se développer sous la forme d'une solidarité active et militante entre les exploités au Portugal et en Afrique.

Les travailleurs portugais veulent l'indépendance immédiate et inconditionnelle de toutes les colonies. Mais nous n'ignorons pas que l'indépendance ne résoudra pas, d'elle-même, le problème de l'exploitation des prolétaires africains. Nous rejetons tous les points de vue néocolonialistes qui guident l'action de la Junte de salut national et du Gouvernement provisoire civil. Plus grave encore est la continuation de l'exploitation néocoloniale menée par les grands impérialismes mondiaux. Mais nous n'oublions pas l'existence des exploités africains, qui voient, dans l'indépendance politique des colonies, une possibilité d'exploiter un peu plus les travailleurs en Afrique. Par conséquent, le soutien des prolétaires portugais à l'indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies passe par le soutien actif et militant aux exploités africains dans leur lutte contre toutes les formes d'exploitation et contre tous les exploités. Ce combat est fondé sur la lutte contre le racisme, notamment le racisme visant les peuples des colonies et les travailleurs africains émigrés au Portugal. Pour que la lutte anticoloniale se transforme en une solidarité étroite entre les exploités, il faut qu'elle rejoigne les combats des travailleurs dans la production, les usines et les campagnes, et soit aussi liée à la lutte dans les casernes. La lutte anticoloniale menée sur la base des combats dans les lieux de production est l'axe de développement révolutionnaire de l'anticolonialisme.

3°) La lutte des travailleurs doit se développer, dès le départ, sur la base de l'unité de production et ne peut être déléguée à des représentants syndicaux.

Les travailleurs ne luttent pas par l'intermédiaire de délégués – ils se battent eux-mêmes. C'est dans l'action collective pratique des prolétaires, lors de leurs combats pour des revendications économiques ou pour la réorganisation du travail, que se créent des formes d'organisation de masse qui constituent la base du développement de la révolution communiste. Seule notre lutte pratique constitue le processus de la révolution sociale. Donc, ceux qui veulent éloigner les travailleurs de la lutte pratique, qui considèrent que les discussions avec les patrons doivent être confiées à une bureaucratie syndicale spécialisée dans les contrats de travail, ces gens-là veulent saper la base même de la révolution sociale.

4°) Dans les circonstances actuelles, nous devons profiter de la lutte pour l'élection des délégués syndicaux, tout en combattant fermement les bureaucraties qui dominent les directions de la majorité des syndicats et l'Intersyndicale.

Les bureaucraties syndicales isolées des masses ouvrières veulent, dans tous les cas, convaincre les travailleurs de ne pas combattre pratiquement, de continuer à produire en respectant les structures capitalistes, pendant que messieurs les délégués syndicaux, dûment payés par les travailleurs, essayent de parvenir à des accords et des conciliations lors de leurs négociations secrètes avec le patronat. Nous devons combattre les bureaucraties syndicales, qui tentent toujours de saboter la lutte pratique des masses laborieuses. Elles savent qu'elles seront balayées et perdront leur raison d'être si ces luttes pratiques se développent. Nous devons néanmoins participer à l'élection des délégués syndicaux, parce que, à ce niveau, l'appareil syndical est encore directement lié aux masses ouvrières et qu'il peut donc, dans de nombreux cas, s'intégrer à la lutte des masses et la dynamiser.

5°) Nous devons lutter pour un salaire minimum à l'échelle nationale, dont le montant corresponde aux besoins des travailleurs, pour la diminution du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail et de logement.

La réduction du temps de travail fait partie de la lutte revendicative qui vise à améliorer nos conditions de vie et à réduire les profits du patron. Mais cette réduction du temps de travail n'est pas seulement une mesure visant à protéger la santé des travailleurs et à se défendre de façon immédiate contre l'augmentation de l'exploitation. L'augmentation du temps libre disponible est également une condition importante pour accroître la participation active des larges masses exploitées à la discussion des formes de lutte et de tous les problèmes généraux qui nous préoccupent, si nous voulons organiser des réunions de discussion sur cette base. Ce travail d'organisation du temps libre doit être relié aux luttes sur les lieux de travail et dans les zones d'habitation. Le combat pour la réduction du temps de travail, à cette fin, doit contribuer à créer des conditions favorables au développement ultérieur de la lutte des travailleurs contre l'exploitation.

Le Gouvernement provisoire a instauré un salaire minimum qui exclut une grande partie de la population active – nous devons lutter contre cette situation. De plus, ce salaire minimum est beaucoup trop bas pour les besoins des prolétaires. Les représentants du gouvernement déclarent tous en chœur que des salaires plus élevés nuiraient à l'économie nationale. Mais de quelle économie s'agit-il ? De l'économie capitaliste ? Si ce sont les patrons qui défendent la poursuite de leurs profits, nous comprenons parfaitement pourquoi leurs représentants rejettent l'idée d'un salaire minimum plus élevé.

Mais pourquoi certains affirment-ils être les amis des travailleurs alors que, dans la pratique, ils s'opposent à l'augmentation du salaire minimum et défendent les profits du patron ?! Ils prétendent qu'une augmentation importante des salaires conduirait à la banqueroute des PME et à la concentration du capital, phénomène inséparable de l'économie capitaliste. Ce n'est pas aux travailleurs de payer, avec la sueur de leur travail et la misère de leurs familles, les profits qui permettent aux petits et moyens patrons de subsister. Les prolétaires ne se battent pas seulement contre certains patrons mais contre tous, contre l'exploitation capitaliste elle-même. Si la défense de l'économie nationale n'entraîne pas des hausses salariales importantes, la solution n'est pas de restreindre le salaire des travailleurs, mais de changer le système économique. Si, par la voix de tous ses agents et serviteurs, le capitalisme lui-même déclare qu'il ne peut augmenter suffisamment les salaires, il est donc incapable de répondre aux besoins minimums de la classe ouvrière, et nous avons intérêt à développer notre lutte pour l'abattre.

6°). Nous devons développer l'épuration des fascistes et la réorganisation partielle des entreprises en luttant pour le contrôle et la gestion de tout le processus économique.

Le gouvernement actuel tente de canaliser la colère des travailleurs contre la tyrannie capitaliste ; il veut que notre révolte se limite à remplacer les administrateurs les plus compromis avec le fascisme par d'autres moins compromis, ou par des bourgeois libéraux ou sociaux-démocrates. En outre, le nouveau gouvernement souhaite tirer profit des capacités extraordinaires des prolétaires à organiser le travail, en les laissant procéder à des changements partiels ; le *marcelismo* n'a pas réussi à ajuster suffisamment rapidement les structures administratives et gestionnaires aux

nouveaux besoins du capitalisme. Face à ce retard, les capitalistes cherchent maintenant à canaliser les capacités d'organisation des classes travailleuses sans remettre en cause les principes capitalistes fondamentaux de la hiérarchie et de la division du travail organisée par les non-travailleurs. Mais il faut que nous développions plus largement l'épuration des fascistes et la réorganisation partielle des entreprises. L'objectif des travailleurs n'est pas de remplacer des patrons antipathiques par des patrons sympathiques, mais de supprimer le patronat. Nous ne voulons pas aider le capitalisme à réorganiser partiellement les entreprises, mais établir de nouveaux rapports sociaux dans le travail – des rapports sociaux communistes.

Nous devons commencer, dès aujourd'hui, à remettre en cause non seulement certains patrons mais tous les patrons ; pas seulement certains aspects spécifiques des systèmes d'organisation capitalistes, mais toute l'organisation capitaliste du travail. Nous n'avons nul besoin de ceux qui organisent la division du travail pour effectuer nos tâches, nous n'avons besoin de personne pour concevoir et diriger notre travail. Les travailleurs, qui produisent tout, doivent organiser toute la production.

7°). La lutte des exploités dans les campagnes est l'un des axes fondamentaux de la lutte des masses travailleuses.

A de rares exceptions près, la presse quotidienne contrôlée par la bourgeoisie passe complètement sous silence les luttes du prolétariat agricole.

Il est absolument nécessaire d'unir la lutte des travailleurs des villes avec celle des exploités dans les campagnes. Les luttes des paysans exploités posent des problèmes différents, selon qu'il s'agit de régions où prédomine la grande ou la petite propriété, selon les types de culture, en fonction du pourcentage de salariés agricoles qui possèdent eux-mêmes de petits lopins de terre et en fonction de la proportion de petits agriculteurs. C'est en entretenant une relation étroite avec les luttes paysannes et en développant ces liens dans toutes les régions du pays que nous pourrions définir les points de démarcation essentiels à propos de la question agraire.

8°) L'armée et le militarisme sont des armes de la bourgeoisie qu'il faut éliminer dans la lutte pour l'armement général des travailleurs.

Les enfants du peuple, les soldats et les marins sont séparés des masses travailleuses, et enfermés dans des casernes où la bourgeoisie les soumet à des hiérarchies rigides et à une discipline dégradante. Elle prétend ainsi conditionner leur esprit pour qu'ils dirigent leurs armes contre leurs frères de classe, les prolétaires de n'importe quel pays. C'est pourquoi les travailleurs ont fondamentalement intérêt à détruire les structures militaires et à combattre le militarisme. Nous n'avons nullement besoin de déléguer notre défense à des tiers – nous pouvons nous armer et nous défendre nous-mêmes. En ce moment, se déroulent diverses luttes de marins et de soldats contre la discipline, le militarisme et l'encasernement. Nous devons développer au maximum toutes ces luttes, et favoriser les contacts puis les réunions de masse entre les soldats et les marins en lutte et les travailleurs qui se battent dans les campagnes et dans les villes. Si les combats des soldats et des marins s'unissent étroitement aux luttes des travailleurs, les fondements mêmes de l'existence d'une armée réactionnaire séparée de la population seront remis en question.

9°). Les ouvriers n'ont pas de patrie. Toute la lutte ouvrière doit être internationaliste.

En développant l'économie capitaliste, la bourgeoisie a resserré les liens entre tous les pôles de concentration du capital. Elle a fusionné les entreprises à l'échelle multinationale et multicontinentale, détruit les anciennes nations et rendu obsolètes les frontières nationales. Mais cette même bourgeoisie, pour diviser les prolétaires, diffuse parmi nous une idéologie nationaliste et raciste. Les travailleurs ne peuvent se contenter d'attaquer le racisme en se livrant à des déclarations sentimentales. Ce n'est pas avec des mots, mais avec des faits, que l'internationalisme se développe. Ainsi, nous devons fusionner de plus en plus les luttes des exploités portugais avec celles des exploités du monde entier, et les fusionner au niveau des mouvements de masse eux-mêmes. Ce journal s'ouvrira donc aux luttes des travailleurs dans d'autres parties du monde, en développant les

conditions nécessaires à l'expansion d'un véritable combat internationaliste et antinationaliste des travailleurs.

Tels sont, en ce moment et dans ce pays, les points pratiques de démarcation qui distinguent la position révolutionnaire des travailleurs au sein de la vaste lutte des classes. Le développement de nos combats et l'unification des luttes particulières vers des luttes globales produiront de nouveaux points de démarcation pratique et permettront d'approfondir les points existants. Ainsi, dans leur propre évolution politique, les masses ouvrières et tous les travailleurs produisent les conditions matérielles et idéologiques du communisme.

Développer la lutte autonome des travailleurs et unifier les luttes particulières en direction d'un vaste combat global, telles sont les tâches principales des travailleurs et de tous les révolutionnaires.

CHRONOLOGIE

21 juin – Manifestation de 2 000 personnes qui demandent une modification du Code civil pour pouvoir divorcer.

Les premières réglementations sur les moyens d'information sont établies par le gouvernement: elles instaurent une restriction de la liberté de la presse.

22 juin – Un mouvement pour la création de syndicats de salariés agricoles apparaît dans le sud du pays, avec comme revendications une assistance médicale et des vacances égales à celles des ouvriers de l'industrie.

Lors d'un grand meeting à Porto, Alvaro Cunhal fait appel aux petites entreprises et au sens du «devoir» des grandes entreprises vis-à-vis du pays.

23 juin – Quatre navires de la compagnie SOPONATA (pétrole) sont réquisitionnés à la suite de la grève du zèle du personnel de la marine marchande.

30 000 mutilés de guerre forment une association et prennent position contre la guerre.

Les grèves se développent en Angola. A l'intérieur de la CNTA (Confédération nationale des travailleurs angolais) éclate un conflit entre une tendance prosoviétique et une tendance syndicaliste révolutionnaire.

24 juin – Des familles de soldats manifestent pour demander la fin de la guerre coloniale. Mille ouvriers de la sidérurgie descendent dans la rue pour appuyer l'acceptation de leur cahier de revendications.

26 juin – 4 000 licenciements sont annoncés dans le bâtiment.

Une mission commerciale des pays de l'Est est en visite au Portugal. L'ambassade soviétique compte désormais 300 personnes.

La police tue une ouvrière lors de l'occupation d'une usine textile en Angola.

27 juin – Le parti d'extrême droite Movimento Federalista Português [lié au Partido do Progresso*] demande la reconnaissance de la Chine populaire afin que le Portugal puisse maintenir une position neutraliste.

Dans une déclaration, le PC annonce que des positions «aventuristes» se font jour chez les travailleurs des Postes, et dénonce les grèves du zèle qui se poursuivent. L'assemblée nationale des délégués des Postes exprime sa solidarité envers les deux sous-officiers du contingent emprisonnés pour avoir refusé d'intervenir contre la grève des postiers.

29 juin – Le PC réunit 20 000 personnes dans un meeting à Lisbonne. Alvaro Cunhal prononce un discours contre les gauchistes: «il faut tenir compte du fait qu'on est dans une société capitaliste».

2 juillet – Fin de la grève chez Martinz e Rebelo où les ouvriers ont vendu directement des produits laitiers au public.

3 juillet – Constitution de la Confédération industrielle portugaise (CIP), qui est reçue par Spínola.

**Le gouvernement et le ministère du Travail condamnent la grève dans les agences de tourisme. Une manifestation des travailleurs de ces agences a lieu devant ce ministère.
4 Juillet – Mitterrand rencontre Spinoza.**

Éditorial du 5 juillet 1974 (*Combate* n° 2)

1. Les travailleurs ne peuvent espérer que les objectifs de leurs luttes soient accomplis par des fractions, des organisations ou des institutions de la classe bourgeoise. Cela vient de la contradiction fondamentale de la société capitaliste qui oppose d'un côté la bourgeoisie exploiteuse aux masses exploitées, de l'autre. Dans cette société, la classe dominante a pour objectif fondamental d'exploiter les travailleurs. Pour elle, le progrès, la liberté, la démocratie, l'égalité ou la paix ne peuvent exister en dehors de ce cadre.

2. Dans les moments de crise, ce fait peut, parfois, apparaître très clairement. La rapidité avec laquelle certaines institutions bourgeoises se développent, les contradictions violentes qui les opposent aux autres, le ton radical de certaines affirmations ou de certains actes peuvent donner l'illusion qu'elles vont passer du côté du peuple. Cet espoir est alimenté par ceux qui, coupés des travailleurs sur le plan pratique et idéologique, ne sont pas capables de voir l'Histoire comme autre chose que l'action de la bourgeoisie et qui ne croient pas que les exploités soient capables de lutter jusqu'à imposer le socialisme.

Dans le cas portugais, étant donné que le caractère bourgeois et réactionnaire de la Junte de salut national et du Gouvernement provisoire est suffisamment démontré, certains pensent que le Mouvement des forces armées pourrait se radicaliser et conduire la société portugaise vers le socialisme.

3. Si l'on analyse l'expérience de ces derniers mois, tout permet d'affirmer que le Mouvement des forces armées est une organisation de la bourgeoisie : la «liberté», la «démocratie», et la paix, dans le maintien de l'exploitation. La façon dont ces objectifs ont été poursuivis est déjà suffisamment claire. La guerre d'agression continue contre les peuples des colonies. Dans les casernes, les «normes de la démocratie» ont été appliquées, de manière exemplaire, avec l'interdiction des réunions et l'imposition de la discipline militariste, en jetant en prison les officiers appelés qui refusaient de participer à la répression contre les travailleurs. Une nouvelle loi sur la presse a été imposée, loi qui en pratique réinstaura la censure contre les luttes des travailleurs, censure qui fonctionnait déjà au sein des grands organes d'information puisque le capital financier les domine. Des actions militaires sont lancées contre les luttes des travailleurs, qui viennent s'ajouter à toutes sortes de pressions.

Y a-t-il besoin d'autres preuves ?

4. Les travailleurs ne peuvent confier leur libération aux organisations et aux factions de la bourgeoisie. Ils créent leurs propres organisations, que ce soit pour l'obtention d'objectifs immédiats ou la réalisation d'objectifs historiques : la conquête du pouvoir politique et la construction du socialisme.

CHRONOLOGIE

5 juillet — Licenciement de quatre journalistes gauchistes de Radio Renascença.

Deux journaux sont poursuivis pour avoir rendu compte de la manifestation pour la libération des deux sous-officiers. Les travailleurs se cotisent pour payer l'amende. Les partis de droite organisent un premier meeting unitaire.

Les travailleurs des Postes diffusent un communiqué qui attaque le PCP.

6 juillet – La grève avec occupation débute chez Effacec-Inel.

8 juillet – Suite à l'annonce de la publication d'un décret concernant l'augmentation très hiérarchisée des fonctionnaires, une manifestation (sans l'accord du syndicat) entoure le palais du gouvernement. Plusieurs milliers de travailleurs demandent l'annulation de ce décret: «*Le prix des pommes de terre est le même pour le petit que pour le docteur¹⁴*» ; «*Augmentation pour le petit inférieure à celle du docteur: démocratie?*» ; «*Le mot camarade est seulement de la théorie*» ; «*Nous ne mangeons pas avec des pourcentages, nous mangeons avec de l'argent.*»

Débordé, le syndicat déclare: «*La seule mission du syndicat est d'éviter que, pendant la manifestation, s'infiltrerent des provocateurs et des opportunistes qui essayent de pousser les travailleurs vers des formes de lutte auxquelles ils ne sont pas préparés.*»

Les manifestants refusent d'élire une commission pour aller négocier avec le gouvernement.

Le ministre annonce que le décret ne sera pas publié.

9 juillet – Des usines continuent à fermer, surtout dans le nord du pays. Les difficultés de crédit et d'exportation augmentent. Les syndicats demandent l'intervention du gouvernement.

Dans un communiqué, le ministre de l'Information (socialiste) affirme: «*L'intervention des militaires dans la grève des Postes n'était pas destinée à réprimer une lutte dirigée par les travailleurs, mais à défendre ces travailleurs et le peuple en général contre les manœuvres des agents provocateurs.*»

Le Premier ministre, Palma Carlos, démissionne soutenu par certains ministres de droite.

Le COPCON (Commando opérationnel du continent) est créé : il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

[10 juillet – Des ouvrières d'Applied Magnetics empêchent le licenciement de 116 collègues et se cotisent pour payer leurs salaires jusqu'à ce qu'elles soient réembauchées. Le directeur annonce, le 23 juillet, la dissolution de l'entreprise.]

11 juillet – Massacres à Luanda: plusieurs dizaines de morts dans la population africaine.

¹⁴ Pour les paysans et ouvriers portugais, à l'époque, le mot «*doutor*» marquait le respect que l'on était censé accorder à des individus ayant fait des études (même simplement secondaires), donc qui occupaient une position hiérarchique ou sociale plus élevée que la sienne. Ce terme était aussi employé de façon subtilement ironique (NdT).

Éditorial du 12 juillet 1974 (*Combate* n° 3)

La Confédération de l'industrie vient d'être créée.

Elle rassemble, dans une organisation unique, les représentants de près des trois quarts des entreprises portugaises afin de définir, d'un commun accord, les lignes générales d'un programme de développement capitaliste et en vue de se consulter mutuellement sur la tactique à employer contre la classe prolétarienne et tous les travailleurs

Il est évident que, dans cette Confédération de l'industrie, on trouve de grands capitalistes, comme les Mello, les Champalimaud, les Quinas*, les Cupertino* et les Espirito Santo* qui, grâce à leur pouvoir économique, dominant toutes les décisions¹⁵. Mais on y trouve aussi les entreprises moyennes et beaucoup de petites entreprises. Cela signifie que la classe capitaliste forme un tout et que, malgré ses luttes internes, les petits et moyens capitalistes sont liés à la finance lorsqu'il s'agit de prendre de grandes décisions et de s'unir contre le prolétariat.

La Confédération de l'industrie a donc créé un bloc unique du capitalisme portugais. Elle est le principal soutien de la répression, le premier soutien des oppresseurs.

A peine née, elle a déjà reçu la bénédiction de hauts personnages. Les dirigeants du capital ont en effet exposé leur programme devant le général Spínola, le Premier ministre du Gouvernement provisoire et le ministre de la Coordination économique. Ils «offrent» (expression diplomatique signifiant qu'ils imposent) leur soutien au gouvernement. Ils lui «demandent» (expression diplomatique pour dire qu'ils lui ordonnent) de collaborer étroitement avec eux.

Mais est-ce si étonnant ? Le Capital, depuis son apparition, n'est-il pas le maître du monde, avec son gouvernement et ses «libertés» ?

Contre les travailleurs en grève nous voyons se dresser de multiples tendances politiques comme en témoignent les discours des principales figures de la Junte de salut national ; les discours des membres du Gouvernement provisoire ; les déclarations des ministres ; et la campagne menée dans la presse, à la télévision et à la radio. Plus grave encore : c'est la planification de l'assaut militaire contre les travailleurs des Postes (CTT¹⁶), précédé par des réunions publiques organisées par l'un des partis gouvernementaux (le Parti communiste) pendant lesquelles les travailleurs des Postes ont été misérablement calomniés. Comme à Porto, sur la Praça da Batalha, où lors d'une manifestation antigéviste organisée par le PC l'un des slogans était «*Allez bosser, bande de voyous !*» Le gouvernement se dresse contre les travailleurs en grève, avec tous ses collaborateurs, avec tous ses journaux. Tous ces gens cherchent à détruire la solidarité ouvrière. Tous tentent de briser l'unité des travailleurs.

Mais qui se dresse contre la Confédération de l'industrie ? Qui attaque et dénonce l'état-major du capitalisme portugais ? Qui combat le front organisé des exploités et des réactionnaires ? Ni le président de la République, ni le Premier ministre, ni le ministre de la Coordination économique. Encore moins le ministre du Travail, qui a commencé à collaborer avec la Confédération de l'industrie dès l'annonce de sa création.

Les prétendus «libérateurs» d'il y a deux mois ont laissé tomber leurs masques.

En effet, le Capital, dans son empressement à exploiter, n'offre pas de longues trêves. Les œillets¹⁷ sont jolis mais ils se fanent rapidement. Aux fleurs à la boutonnière, la bourgeoisie préfère les profits dans son portefeuille, ce qui nous permet de comprendre plus rapidement qui sont les gouvernants et ce que prétendent faire les partis gouvernementaux.

¹⁵ A l'époque, quatorze familles dominent les sept principaux groupes financiers portugais: Espirito Santo, Mello, Champalimaud, Burnay, Cupertino de Miranda, Pinto de Magalhães, Quinas, Mendes de Almeida, Queiroz Pereira, Figueiredo, Feteiras, Vinhas, Albano de Magalhães et Domingos Barreiro. Et ces groupes représentent 75% du PIB (NdT).

¹⁶ Correios Telégrafos e Telefones, Courriers, télégraphes et téléphones (NdT).

¹⁷ Le 25 avril a été appelé «la révolution des œillets» parce que les soldats portugais «insurgés» arboraient des œillets rouges le 25 avril sur leurs baïonnettes (NdT).

Camarades,

Beaucoup de gens affirment être les amis des travailleurs et défendre leurs intérêts. Mais il suffit d'ouvrir les yeux. Lorsque les travailleurs luttent contre la misère et l'exploitation, de quel côté sont ces «amis»? Du côté des grévistes, ou du côté de la Confédération de l'industrie, du côté du front uni des capitalistes?

Il suffit d'ouvrir les yeux.

CHRONOLOGIE

[13 juillet – La police anti-émeutes occupe les locaux de la TAP, en grève.]

14 juillet – Premier arrivage de sardines en provenance d'URSS.

1 200 pêcheurs continuent leur grève commencée un mois auparavant.

[18 juillet 1974 – Deuxième Gouvernement provisoire dirigé par le colonel Vasco Goncalves (proche du Parti communiste).]

Éditorial du 19 juillet 1974 (*Combate* n° 4)

Selon les déclarations publiques mêmes de l'ancien Premier ministre et des ministres qui ont démissionné en même temps que lui, l'actuelle crise gouvernementale que traverse la bourgeoisie portugaise résulte de divergences portant sur un point principal : quelle est la meilleure manière de réprimer le mouvement ouvrier ascendant et par quel processus doit-on établir les nouvelles institutions bourgeoises dans ce pays ?

Le PPD, qui représente dans ce contexte la haute technocratie et la grande industrie moderne ou modernisée, a voulu que soient concédés au Premier ministre de larges pouvoirs pour réprimer les expériences d'avant-garde du mouvement ouvrier et tenter d'empêcher, à l'avenir, le développement ou la répétition de ces expériences.

Quant aux tendances réformistes non démissionnaires, leur politique, en ce moment, ne repose pas sur la répression directe, mais sur le développement d'un appareil syndical bureaucratisé, qui se substitue aux masses travailleuses dans les luttes. Ainsi, pour ces courants réformistes, pendant que les délégués syndicaux discuteront des pourcentages d'augmentations salariales à la table des discussions avec le patronat, les grandes masses des travailleurs resteront passives et relativement indifférentes aux événements. Mais, seules les masses en lutte constituent un danger pour le régime capitaliste. Et tout ce qui est fait pour maintenir les travailleurs dans la passivité (que ce soit par la répression brutale, ou par la bureaucratisation des syndicats et le développement d'une ligne réformiste) ne sont rien d'autre que des moyens différents pour maintenir la même exploitation.

Telles sont les grandes lignes des deux principales tendances qui se sont affrontées au sein du Gouvernement provisoire et dont le choc a provoqué la crise.

Mais, au-delà d'elles, comme une ombre, plane le Mouvement des forces armées. Quel est ce fantôme dont nous entendons tous parler mais que personne ne voit et qui ne parle jamais ?

Le programme du Mouvement des forces armées est devenu une loi, suite à sa publication dans le *Diario do Governo* [l'équivalent du *Journal Officiel*], mais il ne dispose d'aucun appareil qui lui permette de contrôler l'exécution pratique de cette loi, et il ne s'est jamais prononcé publiquement sur la façon dont cette loi devrait être appliquée.

On dit que les officiers du Mouvement des forces armées, dans des réunions importantes avec le président de la République, lui ont imposé plusieurs fois leur volonté. Mais de quelle volonté s'agit-il, puisque les officiers la dissimulent à la masse des travailleurs ?

On dit qu'un officier supérieur, appartenant aux figures les plus importantes du MFA, a été fait prisonnier, il y a quelque temps, sur l'ordre d'un des généraux de la Junte, puis aurait été libéré quelques heures plus tard sur l'ordre du MFA. Mais que déclare à ce sujet le MFA ?

On dit que, dans l'actuelle crise gouvernementale, le MFA aurait joué un rôle très important et aurait occupé une position précise. Mais quels sont ce rôle et cette position ?

Le MFA a tout d'une illusion : on parle beaucoup de lui, mais en réalité on ne voit rien de lui..

Illusion ou pas, une chose est certaine. C'est dans les couloirs de Belém [le palais présidentiel] ou dans la Salle des Pas perdus de São Bento [la résidence du Premier ministre] que le Mouvement des forces armées conduit sa police. Ce n'est pas aux côtés des masses travailleuses.

Parmi les deux grands courants gouvernementaux, l'un veut que la passivité des masses travailleuses soit garantie par la police, l'autre par les syndicats réformistes. Dans aucun de ces courants, les masses travailleuses ne compte le moindre ami ou défenseur, et elles le savent bien, grâce à l'expérience acquise durant les deux mois et demi du nouveau régime.

Mais nous ne pouvons pas sortir d'une illusion pour tomber dans une illusion encore plus grande. Personne ne connaît la nature du Mouvement des forces armées parce qu'il ne s'est jamais soucié de se montrer au grand jour ; personne ne sait ce qu'il pense parce qu'il n'a jamais dévoilé ses pensées ; personne ne sait ce qu'il fait parce qu'il ne le montre pas – ce Mouvement révèle par lui-même vers quelle classe il penche. C'est dans les sphères gouvernementales qu'il cherche à avoir son public, pas dans les masses travailleuses.

Les deux grands courants qui se sont affrontés dans le premier Gouvernement provisoire étaient d'accord sur la nécessité de maintenir une passivité favorable à l'ordre parmi les travailleurs, même si elles divergeaient quant aux méthodes à utiliser.

Quant au MFA, depuis le départ il compte sur cette passivité des travailleurs et s'efforce de la maintenir, vu que son activité se déroule en marge de la lutte des travailleurs.

Les travailleurs ne trouveront des défenseurs chez aucun de ces trois acteurs. Ils ne pourront poursuivre la révolution contre le capitalisme qu'en prenant leur destin en main.

La libération des masses travailleuses ne peut venir que des masses elles-mêmes.

CHRONOLOGIE

19 juillet – Occupation des installations de la fondation Gulbenkian* pour demander l'épuration de l'administration. Celle-ci accepte les revendications salariales mais «*dénie aux travailleurs le droit d'intervenir dans les problèmes de l'administration*».

La Banque mondiale suspend un prêt important au gouvernement et à des entreprises privées.

22 juillet – Fin de la grève chez Effacec-Inel.

24 juillet – Les directeurs de banques privées sont reçus par le Premier ministre. Ils se plaignent du manque de liquidités dû à la diminution des envois de fonds des émigrés, mais aussi au fait que 18 milliards d'escudos ont été retirés des banques. Les banquiers affirment aussi qu'il sera difficile d'accorder des crédits aux entreprises pour le paiement des salaires.

[25 juillet : Les travailleurs de l'usine française Sogantal (occupée depuis 3 mois), soutenus par la population de Montijo (environ 2000 personnes), empêchent un commando de 14 individus d'emporter les machines de l'usine.]

Éditorial du 26 juillet 1974 (*Combate* n° 5)

Ceci est le cinquième numéro du journal. Depuis sa création *Combate* a suscité une grande variété de réactions. Nous allons nous occuper ici des critiques, dans la mesure où il est plus important de les mentionner que de citer les opinions qui nous sont favorables.

Parmi les critiques qui nous ont été adressées, les principales concernent notre position sur :

- le Gouvernement provisoire,
- la question de la grève,
- et le fait que nous soyons, ni ne prétendons être, l'organe d'aucun parti.

Pour le moment, nous allons aborder la première de ces critiques. Dans des éditoriaux postérieurs, nous répondrons aux autres objections qui nous ont été ou nous seront faites.

Ceux qui critiquent notre position face au Gouvernement provisoire, exprimée dans ce journal et dans notre *Manifeste*, avancent deux arguments principaux. Tout d'abord ils affirment que le gouvernement actuel défend les intérêts des travailleurs. Ensuite, ils disent que ce gouvernement inclut des représentants des travailleurs et qu'il ne doit donc pas être critiqué.

Mais ce gouvernement défend-il vraiment les intérêts des travailleurs, comme certains le prétendent ? Analysons donc les mesures prises jusqu'à présent par le Gouvernement provisoire et voyons comment il défend nos intérêts.

Un salaire minimum national a été fixé, mais nous savons tous qu'il est ridiculement bas et ne réussit pas à couvrir l'augmentation vertigineuse du coût de la vie ; de plus, une grande portion des ouvriers portugais comme des travailleurs ruraux et autres, ne sont pas concernés par ce salaire minimum.

Une vague de licenciements s'étend sur tout le pays, affectant des milliers de travailleurs, et le gouvernement ne fait rien pour l'arrêter et ne dit pas un mot à ce sujet.

La grille de salaires que le gouvernement prétend imposer aux fonctionnaires, avec sa grande diversification, contribuerait à renforcer le personnel d'encadrement dans l'appareil administratif et donc à consolider les positions des réactionnaires.

Les journaux et les autres moyens d'information ont lancé une campagne de calomnies contre les travailleurs en grève, et les communiqués qui répondent à cette campagne sont le plus souvent censurés. On prétend ainsi créer les conditions nécessaires à l'intervention de l'armée contre toutes les grèves, comme cela s'est passé dans les Postes (CTT) ou à l'intervention de la Garde nationale républicaine, la GNR*, comme cela s'est produit à Conlus.

Une loi de la presse a été édictée et elle va retomber principalement sur la presse des travailleurs.

Les capitalistes se sentent autant à l'aise qu'avant le 25 avril pour continuer à exploiter les travailleurs. On ne peut être pour les travailleurs et pour les capitalistes en même temps. Et d'ailleurs, quand le Gouvernement provisoire a-t-il attaqué une seule fois le capitalisme ? Au contraire, le renforcement de l'économie capitaliste constitue l'un des points phares du programme gouvernemental.

L'exploitation coloniale continue, tout comme la guerre se poursuit, s'intensifie même, comme dans le cas des récents assassinats à Luanda, organisés de connivence avec les autorités nommées par le Gouvernement provisoire.

Un gouvernement qui, en trois mois de fonctionnement, réussit à faire tout cela, peut-on dire de lui qu'il défend les intérêts des travailleurs ?

Que font donc, au sein de ce gouvernement, ceux qui se disent les «représentants des travailleurs» ?

Et avant tout : comment serait-il possible que de véritables représentants des travailleurs participent à un gouvernement qui continue à exploiter les travailleurs et à tuer les travailleurs des colonies ?

Les représentants des travailleurs ne participent pas aux gouvernements de la bourgeoisie. L'intérêt des travailleurs est de liquider l'exploitation et d'abattre l'État, de lutter pour une société sans classes, sans État, sans oppression. Ceux qui, au lieu de lutter contre l'État, participent à l'État et qui, au lieu de lutter contre l'exploitation, renforcent les conditions d'existence du capitalisme,

ces gens-là ne représentent pas les travailleurs. Ils représentent des courants réactionnaires, qui ont intérêt à perpétuer l'exploitation capitaliste.

Et comment ces individus pourraient-ils, en plus, REPRESENTER les travailleurs ? Qui les a mandatés pour une telle tâche ? Qui les a choisis ? Quel contrôle les travailleurs exercent-ils sur eux ?

Seuls peuvent représenter les travailleurs ceux qui ont été élus par les masses travailleuses et peuvent à tout moment être démis de leurs fonctions, si les masses ne sont pas satisfaites de leurs actes. Les comités de grève, les commissions de travailleurs élues et contrôlées par les masses, représentent les travailleurs. Ce sont nos véritables représentants et c'est pourquoi ils ne participent pas à l'État de la bourgeoisie, mais luttent contre la bourgeoisie et contre le pouvoir de l'État.

Ceux que la bourgeoisie a placés dans le gouvernement de la bourgeoisie et qui affirment «représenter les travailleurs» n'ont pas été élus, et les travailleurs n'exercent aucun contrôle sur eux. Quels comptes nous rendent-ils ? Ce sont précisément eux qui font le moins de déclarations sur l'activité gouvernementale. Ils disent maintenant que l'ex-Premier ministre Palma Carlos*, aurait tenté d'organiser un coup d'État de droite. Mais ils ne nous en informent que maintenant, après que Palma Carlos a été démis de ses fonctions. S'ils représentaient les travailleurs, ils nous auraient avertis depuis longtemps. Mais au contraire ils nous racontaient que tout se passait à merveille alors qu'ils savaient que les tendances de droite préparaient un coup d'État au sein du gouvernement et de la Junte de salut national. Ils ont tenté de maintenir les travailleurs dans l'ignorance parce qu'ils craignaient que notre révolte balaie le gouvernement, la Junte de salut national et les autres institutions de la bourgeoisie, et les balaie eux aussi. Voici les individus qui prétendent «représenter les travailleurs» !

Nous critiquons le Gouvernement provisoire car c'est un gouvernement de la bourgeoisie qui perpétue l'exploitation des travailleurs et parce qu'aucun de ses membres ne représente les travailleurs.

De même que seuls des représentants des travailleurs élus par les masses travailleuses, contrôlés par elles, peuvent être révoqués à n'importe quel moment si leurs actes déplaisent aux travailleurs, de même ce ne sont pas les «journaux des travailleurs» qui censurent, d'une façon ou d'une autre, leur expression.

Un journal des travailleurs est une publication où les travailleurs peuvent écrire librement. C'est l'objectif que nous nous proposons de suivre et que nous avons suivi jusqu'ici.

CHRONOLOGIE

27 Juillet – Dans un discours, Spinola affirme le droit à l'autodétermination des colonies.

[28 juillet – Encerclée par des commandos et des parachutistes, une assemblée générale d'environ 4 000 salariés de la TAP vote la poursuite de la grève.]

1^{er} août – Campagne d'alphabétisation dans les campagnes du nord du pays, organisée par l'Union des étudiants communistes avec le soutien du gouvernement.

13 août – Une manifestation des maoïstes à Porto est attaquée par des militants du PC armés de barres de fer.

Plusieurs centaines de membres de l'ex-parti fasciste ont l'autorisation de tenir une réunion dans une ferme au sud de Lisbonne.

12 août – Un grand meeting d'accueil aux émigrés rassemble plusieurs milliers de participants ; le gouvernement demande aux émigrés de lui faire confiance.

14 août – Une manifestation de solidarité avec le MPLA est interdite. La police tire: un mort et plusieurs blessés. Le PCP proteste contre la répression exercée par des éléments de la police. Il condamne les actions «provocatrices» des fascistes et des gauchistes contre les forces armées. Le manifestant tué faisait partie du MDP*, mouvement unitaire maintenant fortement influencé par le PC.

16 août – Le gouvernement annonce une augmentation des produits de base (pain, sucre, essence, etc.) de l'ordre de 50%.

18 août – Discours-programme du nouveau gouvernement : *«Nous sommes dans un processus qui exige un dévouement et un patriotisme capables de faire accepter à tous les plus grands sacrifices aussi bien dans l'austérité de la vie que dans le travail, beaucoup de travail [...] ; tout cela dans un climat démocratique et de paix sociale indispensable à la reconstruction nationale».*

[Environ 300 travailleurs licenciés de fabriques de vannerie (Vimarte, Vergal, Cestos de Portugal et José Soares Dias, dans le district de Guarda) barricadent l'entrée des locaux.]

21 août – Conférence de presse d'une nouvelle association patronale, le «Mouvement pour la dynamique entreprise-société» qui propose un investissement de 120 milliards d'escudos, correspondant à la création de 120 000 emplois dont le but est *«l'établissement d'un climat de confiance dans l'évolution vers une démocratie de type occidental européen».*

Le gouvernement obtient un prêt de 150 millions de dollars sur le marché financier international.

[Grève dans l'entreprise de construction Soares da Costa – qui emploie environ 4 000 travailleurs dans le nord du pays – sur le chantier du nouveau siège de la compagnie d'assurances Mutual, à Porto. Ils réclament de meilleurs salaires, une semaine de travail de 45 heures, certaines prestations sociales, l'indemnisation de cinq travailleurs blessés et le paiement des journées de grève (plus tard, en octobre, ils lutteront également pour la réintégration de 150 grévistes licenciés le 30 septembre). La revendication salariale était fondée sur le fait que la convention collective en vigueur dans le Sud n'était pas appliquée dans le Nord.]

26 août 1974 : loi sur la grève (en fait contre les grèves) soutenue par... le PC, le PS, l'Intersyndicale et évidemment les patrons ! A la même époque, est adoptée une loi sur la presse qui rétablit de fait une forme de censure.

27 août – Les parachutistes interviennent pour libérer un commando patronal qui était venu récupérer des stocks de marchandises dans l'usine (française) de la Sogantal, à Montijo, occupée depuis le mois de mai par les ouvrières qui fabriquaient et revendaient des survêtements de sport ¹⁸; des bagarres assez violentes éclatent entre les ouvriers et ce commando.

A Lisbonne, l'armée encercle le bâtiment du *Jornal do Comercio* occupé par les travailleurs

¹⁸ Cette usine employait 48 ouvrières (NdT).

qui se préparaient à réaliser un journal de grève avec les machines de l'entreprise ; l'ex-ministre de l'Information, socialiste, intervient pour leur déconseiller de la faire.

Début de la grève du personnel de la TAP (transports aériens) après l'expiration du délai pour l'acceptation des revendications. Les syndicats s'étonnent de la déclaration de grève ; le communiqué des travailleurs signale qu'il s'agit d'une grève autonome ; des commissions et des piquets de grève sont formés.

26 août – Publication d'un décret-loi réglementant le droit de grève.

Le personnel de la TAP est placé sous contrôle militaire ; le PC prend position contre la grève.

30 août – Plusieurs partis de droite constituent une coalition électorale et critiquent le processus actuel de décolonisation.

Une crise éclate dans le Mouvement démocratique populaire* (front entre le PCP, le PSP et les cathos de gauche) : le PS abandonne ce front à Lisbonne en vue des prochaines élections, à cause de la mainmise du PC. «*Voter PC ce n'est pas voter PS*» (déclaration du PS).

[Occupation et grève dans l'entreprise Litografia Ideal, à Porto.

Sept ou huit machines à coudre disparaissent de l'usine Blue Bell (où sont fabriqués les pantalons Wrangler) à Fogueteiro. Les 325 travailleurs de l'usine, en majorité des femmes, réclament la fin des licenciements abusifs, la réintégration d'une travailleuse licenciée et que leur rémunération soit mensuelle et non plus journalière. La grève dure 5 jours, le travail reprendra le 3 septembre.]

2 septembre – 105 officiers de marine, environ 10% du total des effectifs, sont transférés d'office dans la réserve.

4 septembre – Tous les journaux se mettent en grève pour appuyer la grève du *Jornal do Comercio*, qui dure depuis le 25 août.

Les journalistes du journal *O Seculo*, dont beaucoup sont au PC, décident de faire sortir le journal, malgré la décision prise en assemblée générale des travailleurs de l'information ; le gouvernement «*apprécie de façon positive une telle attitude qui sert les intérêts des travailleurs et la politique de démocratisation, à l'opposé des pressions irresponsables*».

Les grévistes des autres journaux se réunissent devant le journal pour empêcher sa sortie ; le gouvernement envoie un détachement de soldats. Devant la volonté des manifestants la commission de travailleurs (proche du PC) décide, après l'avoir imprimé, de ne pas faire sortir le journal «*afin d'éviter à tout prix le heurt avec les travailleurs de l'extérieur, et l'éventualité d'un affrontement entre les forces armées et les aventuristes, les extrémistes et les réactionnaires*».

Les journalistes du PC condamnent la grève du *Jornal do Comercio* : «*déclencher des grèves*», qui peuvent «*être utilisées par la réaction ou par les grands monopoles pour leurs propres intérêts, dans la défense d'objectifs parcellaires ou insignifiants, c'est faire objectivement le jeu de la réaction et des ennemis des travailleurs*».

A côté de cette déclaration, on trouve dans le même journal une interview du grand démocrate Antoine Pinay* qui déclare : «*Je suis sensible au climat de tranquillité régnant au Portugal.*»

[5 septembre – Entre 630 et 800 employés de compagnies aériennes étrangères se mettent en grève générale, paralysant tout le trafic international à destination du Portugal. Ils réclament la fin des licenciements abusifs et obtiennent satisfaction au bout de 24 heures.]

6 septembre – Accord total entre le Frelimo* et le gouvernement portugais.

7 septembre – Les nationalistes blancs tentent un «coup d'État» à Lourenço-Marques (Mozambique).

6 septembre – Le ministre de l'Intérieur dénonce les «*auto-élections*» ou les «*pseudo-élections*» dans les commissions administratives des communes, car elles constituent une attaque contre le contrôle du PC sur beaucoup de ces commissions.

7 septembre – Le livre de Lénine, *La maladie infantile du communisme. Le gauchisme*, est le second des best-sellers de la semaine...

Les salariés agricoles du Sud-Alentejo menacent de faire grève, après la rupture des négociations entre le nouveau Syndicat des travailleurs agricoles et le patronat. Les revendications concernent les salaires et la semaine de 44 heures. Le chômage augmente dans ce secteur. Dans la seule région d'Evora, il est de l'ordre de 3 000 sans emploi.

10 septembre – La Guinée-Bissau devient indépendante.

11 septembre – L'armée reprend le contrôle de Lourenço-Marques (Mozambique).

12 septembre – Malgré l'interdiction, environ 7000 ouvriers des chantiers navals manifestent et traversent Lisbonne en portant leur bleu de travail et leur casque. Ils vont jusqu'au ministère du Travail pour demander l'épuration de l'administration. La manifestation à laquelle participent des milliers d'ouvriers prend un tour anti-PC ; en effet, celui-ci l'a désapprouvée parce qu'elle constituerait, selon lui, une «*marque d'hostilité au gouvernement et un manque de respect à l'ordre démocratique*». La cellule du PCP du chantier naval a mis en garde les ouvriers «*qui ne doivent pas se laisser entraîner par des groupes aventuristes qui les mènent vers des luttes qui conduisent à des impasses*». Interdite par le gouvernement, la manifestation est bloquée par des forces militaires à la sortie du chantier naval mais, devant son ampleur, les soldats se retirent.

Les ouvriers du *Jornal do Comercio* en grève sortent un livre sur leur lutte.

Éditorial du 13 septembre 1974 : Ajouts et modifications pour le *Manifeste* (*Combate* n° 6)

Le développement de la lutte des classes au Portugal et dans les colonies après le 25 avril 1974 et le travail mené dans les cinq premiers numéros du journal *Combate* nous obligent aujourd'hui à amender notre plateforme initiale en neuf points (présentée dans le *Manifeste* publié dans le premier numéro de notre journal) et à y ajouter un point qui deviendra le dixième : «*La lutte pratiquée développée par les travailleurs arrive, dans son processus (spontané), à des formes antagoniques avec le mode de production capitaliste*». La situation nous amène également à approfondir le deuxième point de ce *Manifeste* : «*La lutte anticoloniale doit se développer sous la forme d'une solidarité active et militante entre les exploités portugais et africains*».

I – La lutte pratique développée par les travailleurs arrive, dans son processus (spontané), à des formes antagoniques avec le mode de production capitaliste.

Directement soumis à l'exploitation capitaliste, les travailleurs répondent spontanément à cette exploitation en avançant des revendications économiques (augmentations de salaires, amélioration des conditions de travail, etc.) qui, en elles-mêmes, remettent en cause le mode de production capitaliste. Mais les formes d'organisation développées pour atteindre de tels objectifs initiaux entrent en opposition frontale avec l'organisation du travail sous le capitalisme et avec les formes générales des rapports sociaux, c'est-à-dire les relations mutuelles entre les travailleurs dans les pratiques communes de lutte.

C'est ainsi que, même de façon temporaire, les prolétaires réussissent à imposer, par la lutte, dans chaque entreprise, de nouvelles formes d'organisation du travail : en abolissant les hiérarchies, en mettant fin à la séparation entre les producteurs et le processus de travail. Ces formes n'arrivent pas à s'imposer durablement sous le mode de production capitaliste et avec la base technologique de son processus de production, mais elles sont la base matérielle de la prise de conscience de nouveaux rapports de production, des rapports de production communiste, par tous les travailleurs impliqués dans la lutte. En d'autres termes, grâce au développement de leur pratique de lutte

revendicative, les prolétaires entrent en confrontation avec les rapports sociaux de production et prennent conscience, partiellement ou totalement, de cet antagonisme.

Mais le communisme ne peut se construire en additionnant simplement des expériences limitées, usine après usine. La défaite du capitalisme doit passer par la destruction de son centre névralgique, l'État, les relations entre tous les capitalistes, l'appareil de répression, etc. Cependant, on n'arrive pas non plus au communisme sans avoir fait ces expériences de base sur le terrain des luttes.

Prétendre que l'on pourrait arriver à de nouveaux rapports de production seulement parce que quelques travailleurs (les éléments politiques), qui seraient les seuls à connaître la ligne juste à suivre par tous les prolétaires, arrivent à mobiliser les masses laborieuses pour renverser de façon violente le type d'État existant, c'est perpétuer l'existence des classes.

On ne peut parvenir à des rapports de production communistes que si les masses travailleuses ont déjà acquis une conscience de ces rapports eux-mêmes, à travers leur pratique de lutte. Dans le cas contraire, il apparaîtra une nouvelle société de classe, dans laquelle les élites politiques, séparées du contrôle des travailleurs, se transformeront en nouveaux exploités ; les masses laborieuses deviendront de simples exécutants des plans sortis de la tête des «politiques», et les prolétaires seront de nouveau exploités.

Tous ceux qui, en développant une activité partidaria, pensent que la pratique des travailleurs dans la lutte révolutionnaire est secondaire ainsi que les nouvelles formes sociales et de travail qu'ils créent spontanément dans cette pratique, tous ces gens-là ne pourront jamais travailler avec nous, dans ce journal, car ils n'arriveront jamais à comprendre la portée de cette publication et le travail qu'elle se propose de développer.

II – La lutte anticoloniale doit se développer sous la forme d'une solidarité active et militante entre exploités portugais et africains.

1) Après s'être efforcé de suivre la voie néocoloniale en Guinée, notamment sous le régime de Marcelo Caetano, et avoir tenté, suite au coup d'État du 25 avril 1974, de poursuivre en Angola et au Mozambique une politique néocoloniale, la haute finance portugaise qui place ses espoirs et ses aspirations entre les mains du général Spínola, a accompli un virage important : par la voix du président de la République, elle a fait savoir qu'elle était disposée à accepter une indépendance rapide pour les colonies.

Le discours du président de la République, le 27 juillet 1974, a été salué par tous les courants politiques gouvernementaux comme une action capitale, entièrement favorable aux travailleurs des colonies.

Ceux qui poursuivent au Portugal une politique antigréves et veulent nous arracher ainsi notre arme de lutte la plus importante, proclament aussi partout que les mesures annoncées par le président de la République seraient entièrement favorables aux travailleurs des colonies.

Ces généraux qui ont dirigé la guerre coloniale durant treize années ; ces officiers supérieurs qui, après le 25 avril, ont cherché à maintenir ouvertement la domination néocoloniale au moyen d'une fédération ultramarine ; ces mêmes individus prétendent aujourd'hui que les nouvelles mesures présidentielles seraient entièrement favorables aux travailleurs des colonies !

Ces gros capitalistes, les Mello* et les Champalimaud, qui investissent massivement en Angola ou au Mozambique, ou dans des activités liées à ces territoires ; ces grands bourgeois qui donnent carte blanche au président de la République ; ce sont les mêmes qui défendent publiquement les nouvelles mesures, dans les médias, et se déclarent entièrement favorables aux travailleurs des colonies.

Nous devons absolument nous méfier d'une «générosité» aussi soudaine.

Qu'est-ce qui a amené la grande bourgeoisie portugaise avec son cœur réformiste à inverser sa tactique sur la question coloniale ?

Certes, les travailleurs des colonies sont opposés à toute forme de fédération néocoloniale, mais, quand les capitalistes changent de tactique, c'est parce qu'ils possèdent une autre voie de salut. S'ils n'ont pas d'autre tactique possible, alors ils luttent désespérément, jusqu'à la fin, pour l'unique

tactique qui leur reste. Ce n'est pas le cas maintenant. La tactique de la grande bourgeoisie portugaise a changé avant qu'elle puisse être matériellement obligée à abandonner le chemin de la fédération néocoloniale. Et nous devons nous méfier de cette «générosité».

La grande bourgeoisie portugaise a changé de ligne parce que d'autres changements, dans d'autres secteurs, lui ont facilité la manœuvre.

2) Au cours des derniers mois, en Angola et au Mozambique, on a observé l'apparition de luttes ouvrières sans précédent. La vaste vague de grèves au Mozambique et en Angola, les grèves et spécialement la grande lutte dans les bidonvilles de Luanda ont montré que le mouvement des masses travailleuses africaines a atteint un nouveau stade. Il a adopté une forme de lutte différente assumée jusqu'à maintenant par la lutte anticoloniale et a brusquement débordé les cadres traditionnels des différents mouvements de libération.

D'un autre côté, les petits et moyens colons, pour qui la voie néocoloniale n'est pas la solution et qui, sur ce plan, s'opposent résolument à la haute finance, ont commencé – et continuent – à s'armer secrètement et en masse. Ils sont passés à des attentats et au terrorisme, et ont développé une violence raciste féroce.

Cela traduit plusieurs évolutions :

Après le 25 avril 1974, les deux principaux interlocuteurs en Angola et au Mozambique étaient la haute finance néocoloniale et les mouvements de libération nationale. Le développement de la lutte des classes, avec les grandes grèves du Mozambique et l'imposante lutte urbaine de Luanda, a laissé face à face les travailleurs africains, conduits par le prolétariat, et les colons les plus racistes et rétrogrades.

Ainsi, la situation n'a pas changé seulement pour la Junte de salut national et pour sa politique néocolonialiste. Elle s'est modifiée aussi pour les mouvements de libération. Aucun des mouvements de libération en Angola et au Mozambique n'a pris jusqu'ici une position clairement anticapitaliste ; aucun ne prétend construire le communisme ; aucun n'a attribué à la classe ouvrière le rôle dirigeant dans la lutte. Le plan néocolonial d'une fédération ultramarine s'est vu dépassé, à droite, par les petits et les moyens colons ; et les mouvements de libération se sont vus dépassés, à gauche, par les masses ouvrières dont le combat autonome se transformait en une lutte anticapitaliste.

Quelle solution s'offrait alors à la haute finance portugaise, d'un côté, et aux mouvements de libération nationale, de l'autre ?

Le grand capital portugais peut se passer de la fédération ultramarine pour conserver ses positions en Angola et en Mozambique. Depuis le début des années 1960, les grands groupes monopolistes portugais s'associent aux grands groupes étrangers sous le couvert desquels ils poursuivront leurs investissements en Afrique.

D'un autre côté, les bourgeoisies nationales africaines et les cadres administratifs et techniques africains, qui aspirent à l'indépendance pour développer leur pouvoir de classe, sont les principales forces qui orientent les mouvements de libération dans un sens nationaliste limité, ce qui empêche la transformation de la lutte anticolonialiste en une lutte anticapitaliste.

Cela signifie que les grands groupes monopolistes portugais ne s'intéressent plus à l'idée d'une fédération ultramarine car ils ne peuvent plus contenir le militantisme des petits et moyens colons blancs. Dominées par les bourgeoisies nationales et les cadres administratifs et techniques africains, les directions des mouvements de libération ne souhaitent pas que le processus actuel passe d'une lutte contre le colonialisme portugais à une lutte anticapitaliste.

Une indépendance rapide est donc apparue aux deux camps comme la meilleure des solutions :

– aux grands monopoles portugais, parce qu'ils comptent maintenir leurs investissements, sous le couvert des grandes entreprises américaines, allemandes ou japonaises ;

– aux bourgeoisies nationales et aux cadres administratifs et techniques africains parce qu'ils pensent qu'ils pourront, avec l'indépendance, bloquer le processus de la lutte ouvrière autonome et anticapitaliste.

3) Alors, l'indépendance a-t-elle été une défaite ? Contrairement à toutes les forces politiques existantes, *Combate* défendrait-il l'idée que l'indépendance a constitué une défaite pour les travailleurs ?

Non.

Mais nous ne pensons pas non plus qu'il s'agisse d'une victoire pour les travailleurs africains.

En elle-même, «l'indépendance» ne suffit pas pour définir ce qui intéresse les travailleurs africains.

Cette indépendance sera une défaite si elle se limite à un simple transfert du pouvoir politique d'une grande bourgeoisie colonialiste à une bourgeoisie nationale africaine, si le groupe dominant change, mais que les exploités restent des spectateurs passifs.

Mais l'indépendance sera une victoire si les prolétaires africains et leur avant-garde ouvrière ne se laissent pas tromper ; s'ils empêchent que l'on procède à un simple transfert de pouvoir ; s'ils prennent eux-mêmes en mains le pouvoir de décider de leur propre destin. Quels que soient les titres qu'ils arborent, aucun ne pourra se présenter comme un «représentant des travailleurs». Seuls les travailleurs peuvent décider qui sont leurs représentants ; et ceux-ci doivent être contrôlables et révocables par les prolétaires à tout moment, dès qu'ils ne sont plus satisfaits d'eux.

Seule la continuation ou l'écrasement de la lutte du prolétariat africain nous dira s'il s'agit d'une victoire ou d'une défaite.

En tant que travailleurs, nous avons l'obligation de soutenir résolument la transformation de la lutte anticoloniale en lutte anticapitaliste, conduite par le prolétariat africain.

C'est là, dans la lutte autonome, des masses travailleuses, qu'auront lieu nos grandes victoires. Ce n'est pas dans les «discours historiques» que prononcent les généraux de la Junte.

CHRONOLOGIE

13 septembre – Des forces militaires du FRELIMO participent au maintien de l'ordre dans les quartiers africains de Lourenço-Marques, au Mozambique. Samora Machel, président du FRELIMO, demande aux travailleurs africains de donner un jour de travail pour payer les dégâts produits par les émeutiers dans les boutiques qui appartiennent pour la plupart à des colons d'origine européenne.

[16 septembre – Les équipages de 12 navires morutiers se mettent en grève.]

17 septembre – Dans une assemblée générale, les ouvriers du *Jornal do Comercio* refusent les propositions syndicales et celles du PCP de terminer la grève.

A la TAP, les ouvriers continuent à travailler sous la menace des forces militaires présentes. La réaction s'organise.

Les ouvriers des boîtes les plus combatives se réunissent ensemble de plus en plus souvent. Sont présents des représentants de la TAP, des PTT, de la Lisnave (chantiers navals), du textile etc.

20 septembre – Un gouvernement provisoire avec une participation majoritaire du FRELIMO est nommé au Mozambique.

25 septembre – 300 ouvriers manutentionnaires de la TAP sont licenciés à la suite de la grève du zèle qu'ils menaient depuis que le travail avait repris sous le contrôle et en présence des forces armées. Cette grève du zèle avait été condamnée par les syndicats que le PC contrôle dans la région de Lisbonne.

26 septembre – Une manifestation d'environ ouvriers de la TAP, protestant contre ces licenciements, se heurte aux forces armées et au COPCON (force d'intervention constituée pour le maintien de l'ordre).

Le même jour, des bagarres éclatent entre des éléments de droite et des militants de gauche à l'issue d'une corrida à laquelle assiste le général Spínola. Des affiches placardées partout dans Lisbonne appellent à une manifestation de la «majorité silencieuse» le 28 septembre, en appui au général Spínola et aux forces (de droite) qui le soutiennent.

Éditorial du 27 septembre 1974¹⁹ (*Combate* n° 7)

*** En elle-même, l'épuration des entreprises ne s'oppose pas au capitalisme**

Après le 25 avril, un vaste mouvement pour l'épuration s'est développé au Portugal dans les petites et les grandes entreprises, dans les usines et les bureaux, dans les services et les départements. De nombreux travailleurs tiennent à épurer des membres de l'administration qui se sont distingués dans la répression fasciste ou la corruption, ou épurer les responsables et les contremaîtres, les mandataires et défenseurs directs du patronat.

Les travailleurs cherchent à éloigner de leurs lieux de travail leurs bourreaux directs (ceux qui imposent, de façon autoritaire et violente, rythmes et la discipline au travail), ainsi que tous ceux qui se sont distingués directement ou indirectement dans la répression politique.

Dans ce mouvement, les travailleurs ont bénéficié du soutien du gouvernement et de tous les partis réformistes.

Et pourquoi donc les luttes pour l'épuration ont-elles été bien accueillies par les représentants du Capital ?

C'est une attitude logique parce qu'ils souhaitaient aussi que certaines personnes soient épurées, à condition que le mouvement se limite au remplacement de certaines personnes : que l'on remplace de mauvais dirigeants capitalistes par de bons gestionnaires technocrates qui sachent parler de la démocratie et des droits des travailleurs, mais aussi qui sachent mieux gérer et augmenter le rendement du capital. A condition que ce mouvement n'aille pas au-delà de ces limites étroites et surtout ne remette pas en cause l'organisation du travail capitaliste fondée sur le maintien des hiérarchies, la séparation entre le travailleur et ses outils de travail et le processus de production, etc.

Si le Capital a permis et permet encore cela, c'est parce que c'est son intérêt.

Les classes exploiteuses devaient rapidement adapter les structures administratives et de gestion aux besoins du développement capitaliste. Avec «l'assainissement» [c'est-à-dire l'épuration] le Gouvernement provisoire a cherché à résoudre deux problèmes :

– d'une part, limiter la lutte des travailleurs en la canalisant contre ceux qui ont directement exercé la tyrannie et la répression, en les remplaçant par des technocrates non compromis avec le fascisme ;

– d'autre part, tirer parti de la capacité des travailleurs à organiser le travail, en leur permettant de procéder à de petites transformations.

Dans le même temps, ce nouveau climat de liberté visait à capter le soutien des masses laborieuses.

LE COMBAT POUR L'ÉPURATION VA BIEN AU-DELA DES ÉPURATIONES

Mais le but des travailleurs n'est pas d'aider à sauver l'économie capitaliste, à rentabiliser et moderniser l'exploitation, mais de mettre fin à toutes les formes d'exploitation. Il ne s'agit pas seulement de remplacer un mauvais gestionnaire par un gestionnaire d'entreprise, un contremaître/mestre bourreau par un contremaître sympathique, mais aussi de mettre fin à l'organisation du travail capitaliste et aux hiérarchies sur les lieux de travail, d'instaurer de nouveaux rapports de production – des rapports de production communistes: c'est à nous de prendre en charge la gestion de l'économie et de toute la vie sociale.

¹⁹ Le journal est sans doute sorti le 27 septembre au matin ou le 26 au soir, vu les événements qui eurent lieu ce jour-là (*NdT*)

Cela ne signifie pas que les travailleurs ne doivent pas se battre pour l'épuration ! Non, ce n'est pas ce que nous voulons dire.

Les travailleurs cherchent toujours à améliorer leurs conditions de vie et de travail sous le capitalisme. Il est plus agréable de travailler avec un bon contremaître qu'avec un contremaître brutal...

Mais la lutte des travailleurs ne se limite pas à l'épuration !

Nous devons profiter de la lutte pour l'épuration et aller plus loin en imposant de nouvelles formes de gestion, de nouvelles formes d'organisation du travail. Nous sommes conscients que les travailleurs perçoivent et prennent conscience des nouveaux rapports de production grâce à cette pratique de lutte.

Mais quand les ouvriers essaient d'aller plus loin dans leur lutte, les forces de répression se mobilisent et interviennent. Comme le montrent les exemples des chantiers navals de la Lisnave, de la compagnie aérienne TAP, du *Jornal do Comercio* où l'armée est intervenue, ou de Texmalhas avec le licenciement des travailleurs les plus actifs.

Et pourquoi cela arrive-t-il ? Parce que l'épuration en elle-même ne remet pas en question le mode de production capitaliste, mais bien au contraire, dans ce cas, elle contribue à restructurer l'économie, qui a été tellement affaiblie par les régimes précédents. Mais ce que le Gouvernement provisoire et tous les réformistes ne peuvent admettre, c'est que le développement autonome de la lutte des travailleurs remette en question l'organisation du travail capitaliste.

Quelques extraits de la presse ouvrière montrent que les travailleurs en sont bien conscients:

«On parle beaucoup d'épurer des gens. Mais il serait peut-être préférable que nous vérifions mieux si les actions des personnes qui doivent être épurées le sont seulement à cause de leur position dans le système où nous vivons. Cela ne signifie pas que ces éléments ne doivent pas être épurés mais nous devons être conscients qu'avec ces épurations, rien de fondamental ne changera. Parce que de deux choses l'une : soit la personne qui vient remplacer l'individu épuré remplit le rôle que lui a confié le patron, soit le patron va le virer. Tout cela parce que personne ne peut plaire aux deux parties: aux patrons et aux employés. L'intérêt de l'employeur est précisément d'exploiter le travailleur ; et les personnes qui sont habituellement épurées jouent normalement un rôle très "important" dans l'exploitation : leur fonction est d'opprimer les travailleurs pour défendre les patrons.

Ce n'est pas un hasard si ces personnes existent, et si les salaires des ingénieurs et des chefs sont toujours beaucoup plus élevés que ceux des travailleurs. Les patrons versent des salaires élevés aux chefs pour les acheter et les mettre de leur côté. Pour cette même raison, les travailleurs sont généralement contre les chefs. Il faut comprendre que le patron donne des ordres et paie le chef, et même si le chef est viré, un autre le remplace. Pour que le patron l'embauche et le paie, il doit défendre le patron et donc être contre les travailleurs qui se trouvent sous ses ordres. C'est pourquoi les travailleurs ne seront libres que lorsqu'ils se débarrasseront des chefs et pour cela ils devront se débarrasser des patrons.» (Journal de grève des travailleurs de l'EFACEC-INEL, Lisbonne, n° 11, 22 juillet.)

«Dans le cadre de cette lutte politique qu'est l'épuration, [la classe ouvrière de Lisnave] prend conscience qu'elle ne se bat pas uniquement pour le renversement des structures fascistes au sein de la Lisnave, mais contre toute la bourgeoisie exploiteuse. La lutte pour l'épuration a, depuis le début des revendications des travailleurs de la Lisnave, une importance cruciale.» (Communiqué des travailleurs de la Lisnave à la population, 12 septembre 1974).

«Pour réussir l'épuration, il faut une large participation des travailleurs. Et pour que cela fonctionne, dans notre effort collectif pour expulser les réactionnaires, nous améliorons nos conditions de travail et avons une participation démocratique dans la vie de l'entreprise. C'est en assurant notre unité à tous, autour de cet objectif concret, que nous contribuerons à reconstruire un syndicat fort, libre et démocratique au service des travailleurs. Il est impératif d'organiser le processus d'épuration en formant des groupes de travail, pour avoir la garantie que nous mènerons fermement cette lutte et que, dans cette pratique, nous apprenons le plus possible dans la voie d'un

syndicalisme de base, contrôlé par les larges masses travailleuses.» (Texte de soutien n° 2, de la Commission Pro-Syndicat des CTT, 9 juillet 1974).

En formant la Commission d'épuration et de reclassification au sein du ministère de l'Économie, le gouvernement a pris également soin de clarifier les limites de l'épuration: *«La Commission précise que l'assainissement prévu par la loi ne vise pas à réorganiser les structures, mais concerne les fonctionnaires et les agents dont les comportements sont visés par les résolutions du Conseil des ministres et par les décisions de la Commission interministérielle de la rectification qui ont été publiées dans la presse. Sont considérés comme susceptibles d'être visés par cette procédure d'épuration les attitudes suivantes : a) comportement antidémocratique ; b) détournement de fonds ou de biens publics ; c) acquisition d'objets de valeur à travers l'exercice de fonctions publiques ; d) abus de pouvoir ; e) manque de politesse dans les relations avec le public ; f) insuffisance ou méconnaissance de connaissances concernant les tâches exercées.»*

Nous nous intéressons aux épurations car elles peuvent faciliter nos conditions de travail dans le régime capitaliste sous lequel nous vivons. Mais nous nous intéressons surtout à la destruction du patronat, du capitalisme, à la création de nouveaux rapports de production. Nous voulons développer nos luttes pour que, grâce à cette pratique, nous puissions rendre plus visibles de nouveaux rapports de production – les rapports de production communistes.

CHRONOLOGIE

27 septembre – Des «militants de gauche» édifient des barricades aux entrées de Lisbonne pour empêcher ce rassemblement et contrôler les gens qui arrivent de province. En fait, cette mobilisation des masses est essentiellement le fait du PC, de la CDE et des directions syndicales. La direction du MFA collabore avec celles du PCP et du PS ; mais les masses mobilisées ne savent pas très bien ce qui se passe. Spontanément, et à l'encontre des ordres reçus, des soldats rejoignent les barricades. Des «comités de vigilance antifascistes» distribuent des tracts appelant à descendre dans la rue pour faire échec à la réaction.

Dans la nuit du 27 au 28 septembre, une dépêche d'agence annonce que le général Spínola «a pris tous les pouvoirs». Radio Clube Português et Radio Renascença sont occupées par l'armée et muettes ; Radio Nacional appelle au démantèlement des barricades ; des rumeurs annoncent l'arrestation du Premier ministre Vasco Gonçalves* et du chef du COPCON, Otelo Saraiva de Carvalho*.

[Les agents d'entretien de la mairie de Lisbonne se mettent en grève pour de meilleurs salaires et la fin des licenciements indirects opérés par le sous-traitant Valura.]

28 septembre – Dans la matinée, la plupart des barricades doivent être démantelées, mais un retournement se produit: on apprend l'arrestation d'au moins 150 personnalités de droite, tandis que Vasco Gonçalves et Otelo de Carvalho retrouvent la liberté ; l'armée fouille encore les véhicules arrivant de province et en arrête les occupants quand elle y trouve des armes.

En début d'après-midi, le général Spínola annonce qu'il annule la manifestation prévue.

Des banques privées américaines (dont la banque Morgan et la First National City Bank) accordent au Portugal un prêt de 150 millions de dollars. Un appui économique des États-Unis doit être voté par le Congrès au début octobre.

Prévue depuis dix jours, une manifestation ouvrière en appui aux luttes des travailleurs de la TAP rassemble à Lisbonne plusieurs milliers de personnes.

29 septembre – Démission du général Spínola, qui s'en explique dans une allocution radiotélévisée, où il prédit la généralisation du chaos et de l'anarchie.

Discours d'Otelo Saraiva de Carvalho à Radio Nacional: «*Nous demandons aux forces démocratiques qui ont si fortement collaboré avec le MFA de retirer les piquets des barricades, car la situation ne justifie plus une telle mobilisation de la population [...]. Nous demandons que la population fasse totalement confiance aux forces militaires contrôlées par le MFA et qui garantissent la préservation des victoires obtenues [...]*».

[30 septembre – Environ 4 000 travailleurs de l'entreprise de construction Soares da Costa. en grève, manifestent dans les rues de la ville de Porto.]

1^{er} octobre – Le gouvernement, en cours de remaniement, souligne à plusieurs reprises la nécessité d'un retour au calme et au travail.

2 octobre – Saldanha Sanches, membre du Comité central du MRPP et directeur du journal maoïste *Luta Popular*, emprisonné depuis le mois de juillet 1974, est libéré. A sa sortie de prison, il déclare que son incarcération avait été un acte politique négatif et que sa libération est un acte politique positif ; interrogé sur l'éventuelle participation du MRPP aux prochaines élections, il déclare qu'un marxiste-léniniste ne doit refuser aucun moyen pour prendre part à la lutte, et que le refus de participer aux élections n'est rien d'autre qu'une position anarchiste.

[3 octobre – Les employés de la Fédération des communes du Ribatejo sont en grève pour obtenir 6 000 euros minimum par mois, la semaine de 40 heures, l'épuration des fascistes, la création d'une crèche, d'une cantine et d'un supermarché, une assistance médicale gratuite et 26 jours ouvrables de congé.]

5 octobre – La CIP (Confédération de l'industrie portugaise, syndicat patronal) condamne toute tentative «*de retour au passé*», exprime sa confiance dans le nouveau gouvernement et demande que soit garantie l'initiative privée. Le Premier ministre demande aux Portugais un jour de travail gratuit le dimanche 6 octobre, afin de manifester leur appui au régime. II

exhorte le peuple «à faire attention aux démagogues» ; «nous désirons une compréhension mutuelle entre patrons et ouvriers», déclare-t-il, et il enjoint aux travailleurs de ne pas présenter des demandes d'augmentation de salaire inconsidérées.

6 octobre – Journée de travail dominical (et gratuit pour les fonctionnaires) ; le principal organisateur en est le PC.

Alvaro Cunhal déclare au *Monde* que les nationalisations sont objectivement nécessaires et économiquement inévitables au Portugal ; mais que, si cette solution s'avère impraticable, n'étant pas inscrite au programme du MFA, il faudra en trouver une autre.

[7 octobre – Plus de 200 victimes d'accidents du travail manifestent dans les rues de Porto pour attirer l'attention des autorités sur les faibles pensions qui leur sont versées par les compagnies d'assurance.

Face au licenciement abusif de 37 collègues sur un total de 370 emplois, les travailleurs d'Auto-Rali occupent l'entreprise mais poursuivent leur travail. Ils décident également d'empêcher les administrateurs d'entrer dans les locaux. Cette entreprise dépend directement de Ford Lusitana.]

8 octobre – Dans son numéro spécial, le journal parisien *Libération*, affirme que «les leçons à tirer sont claires» et qu'il faut «en finir avec la confusion». Pourtant à propos du MFA, cette publication écrit : «Que veulent-ils, ces contestataires de l'institution militaire? Y a-t-il une contestation de la hiérarchie militaire qui puisse emporter ainsi l'État ? Quel est ce type d'organisation – un mouvement comme nous avons eu le mouvement du 22 mars en France — un mouvement capable d'abattre la plus vieille dictature de l'Occident ?»...

Éditorial du 11 octobre 1974 (*Combate* n° 8)

I – Les structures sociales et politiques issues du 25 avril ne pouvaient pas représenter les intérêts des travailleurs

Le 25 avril découle de la nécessité ressentie par toutes les classes et couches d'exploiteurs d'entamer une refonte urgente des institutions gouvernementales et du système gouvernemental lui-même. Les masses travailleuses sont spectatrices lors de la réalisation de l'ensemble du coup d'État. Aucune intervention des travailleurs n'a été décidée et mise en œuvre par des structures autonomes. Mais, soumis à une longue domination fasciste, à sa répression féroce, ils ne pouvaient qu'accueillir favorablement la nouvelle situation.

Le 25 avril, les travailleurs ont acquis une certaine liberté de discussion et une plus grande possibilité d'action. Mais la classe ouvrière a gagné encore plus lorsqu'elle a su tirer parti de «ces petites libertés» pour développer sa lutte autonome. C'est dans le développement de cette lutte que les travailleurs découvrent de nouvelles formes d'organisation et développent leur conscience de classe.

En fait, la chute du fascisme, qui promettait d'améliorer la condition de la classe ouvrière et celle de tous les travailleurs en général, était dans l'intérêt du grand capital industriel. Sur le plan politique, cette identité antifasciste s'exprime par la coalition, au niveau des organes de gouvernement, des partis réformistes qui, en proposant des options apparemment contradictoires au mode de gestion du capital et en se présentant plus ou moins comme les défenseurs des classes travailleuses, s'entendent essentiellement sur les points suivants:

1 – Résolution rapide du problème colonial, source de dépenses insupportables et d'aventures qui menaçaient d'empêcher tout contrôle des «*intérêts portugais*».

2 – Modernisation rapide des structures économiques et administratives en laissant une certaine initiative aux travailleurs tout en la contrôlant de manière profitable.

3 – Création d'un appareil syndical capable d'encadrer et de limiter les luttes des travailleurs.

Cette identité et ces contradictions se retrouvent, très naturellement, au sein du MFA. D'autre part, puisque le MFA (corps spécialisé, hiérarchisé, dominé idéologiquement par la technocratie, c'est-à-dire la bureaucratie et les gestionnaires), dirige l'action antifasciste et qu'il n'y a eu aucune participation de la classe ouvrière, cela nous donne déjà des indications sur le caractère de classe du régime issu du 25 avril.

Si telle était la situation initiale, la classe ouvrière n'a pas tardé à renforcer la lutte sur son propre terrain – celui de la production (comme en témoignent les luttes à Timex, à la Sogantal, à Efacec-INEL, à la TAP, aux chantiers navals de la Lisnave, etc.). Dans des cas très importants, le développement des luttes ouvrières s'est combiné à l'échec, de son «contrôle policier» par le PCP et les syndicats ; à l'incapacité du gouvernement à appliquer la nouvelle législation en matière de grève et de manifestations ; et au processus de décolonisation. Tous ces facteurs ont aggravé les divergences au sein des organes du pouvoir.

La première manifestation extérieure de ces contradictions est apparue avec la chute du premier Gouvernement provisoire, la seconde avec le 28 septembre. Ces contradictions ne se reflètent pas en permanence dans le MFA, mais évoluent au fil du temps. Ainsi, la crise qui a culminé avec la chute du premier Gouvernement provisoire résultait de divergences sur le processus de décolonisation et la façon de contrôler le mouvement gréviste qui atteignait alors de grandes proportions.

Ces divergences, toujours présentes à l'intérieur des structures issues du 25 avril, se sont approfondies encore davantage, d'un côté, devant la perspective de la décolonisation en Angola et, de l'autre, devant le renforcement du mouvement ouvrier. La montée progressive de l'extrême droite présente donc deux aspects : si d'un côté, on observe une série d'hésitations à réprimer les fascistes au nom d'une certaine démocratie ; de l'autre, on assiste à la claire manœuvre des partisans de Spínola qui veulent s'appuyer sur la droite pour instaurer une dictature militaire, tout en gardant officiellement une position «centriste». La libération des membres de la PIDE, de la Legião Portuguesa* et d'autres fascistes, la possibilité accordée à l'extrême droite de diffuser ouvertement sa propagande, la liberté d'action permise aux partis fascistes comme le Parti libéral* ou le Parti du progrès*, l'émeute des prisonniers de la PIDE, tous ces éléments n'apparaissent pas par hasard.

II – Le 28 septembre²⁰ est-il une victoire des travailleurs ou une victoire des nouveaux gestionnaires du capital ?

Cette situation politique amène les partisans de Spínola à soutenir objectivement ce qui a été la première attaque majeure des fascistes contre le régime issu du 25 avril.

Quelle est la réaction du secteur le plus à gauche du MFA ?

Tout d'abord, ils ont fait avorter le coup d'État fasciste en essayant de préserver l'unité avec les partisans de Spínola. Entre ces tentatives et le déclenchement du coup d'État proprement dit, le MFA et l'ensemble des organes constitutionnels ont déployé toute une série de manœuvres de couloir. Une fois les négociations de palais épuisées, d'un côté l'aile gauche du MFA a demandé que les masses populaires participent de façon restreinte à la répression du coup d'État (dont les travailleurs ignoraient totalement l'ampleur et les objectifs) et, de l'autre, elle a fait arrêter les principaux responsables impliqués en se servant d'organismes spécialisés officiels – comme le COPCON – et non officiels. Tout continue à être décidé au niveau des chefferies des organisations. Les masses travailleuses, bien qu'elles fussent clairement conscientes de la nécessité de boycotter la manifestation fasciste, ont été maintenues dans l'ignorance de l'essentiel de ce qui se passait et ont été appelées à exécuter des tâches limitées et limitatives.

²⁰ Le 28 septembre 1974 est une première date importante dans l'histoire (institutionnelle) de la révolution portugaise puisque Spínola tenta un coup premier d'État (le second eut lieu le 11 mars 1975) mais la manifestation de la «majorité silencieuse» censée le soutenir fut annulée à cause de la mobilisation populaire. Forcé de démissionner, Spínola fut remplacé comme président de la République par le général Costa Gomes, moins à droite (*NdT*).

Il est clair que les partis réformistes et le MFA considèrent les masses populaires comme une armée de réserve dont la mobilisation devient nécessaire pour accomplir certains objectifs déterminés, dans le cadre d'une politique générale de «démocratisation» du pays et de sauvegarde de «l'économie nationale». Ce que représente cette démocratisation formelle au niveau des institutions de l'État, les travailleurs des pays européens «démocratiques» le savent bien: liberté pour la bourgeoisie, renforcement de l'exploitation pour les travailleurs. Les travailleurs du monde entier savent ce que la protection de «l'économie nationale» signifie: perpétuation du capitalisme, de la propriété privée ou d'État, perpétuation de l'exploitation.

En raison des origines de classe de ses membres, de sa forme d'organisation, de son idéologie, de sa fonction dans la société, le MFA ne pourra jamais devenir une force au service de la révolution prolétarienne. Seuls les réformistes et leurs alliés peuvent défendre de telles conceptions devant les masses. Le MFA défend, au mieux, de nouvelles formes de gestion du capital.

L'intérêt de classe du prolétariat s'oppose à la perpétuation du capitalisme sous toutes ses formes. Seule la classe ouvrière, en augmentant sa conscience sur son propre terrain de lutte, en s'organisant de manière autonome, en s'affranchissant de la tutelle idéologique de la bourgeoisie, pourra conduire de manière décisive le reste des masses laborieuses vers la création de nouveaux rapports de production, sans États, sans salaire, sans exploitation. La lutte courageuse des travailleurs d'Efacec-Inel, de la Sogantal, de la TAP, de la Lisnave, de Mabor [entreprise de pneumatiques appartenant au groupe Quina] et de tant d'autres entreprises montre que, dans notre pays, la mystification démocratisante de la bourgeoisie commence à ouvrir des brèches.

L'attaque fasciste du 28 septembre soulève une autre question : celle de la possibilité d'une ligne politique et économique prônant «l'indépendance nationale» ainsi que la lutte «démocratique» et pacifique «contre les monopoles».

Les travailleurs n'ont pas à choisir les patrons, nationaux ou étrangers qui les exploitent. Plus généralement, ils ne sont pas intéressés à défendre un capitalisme contre un autre. Leur but est la destruction du capitalisme.

D'autre part, le Portugal étant au centre des intérêts contradictoires des différents impérialismes mondiaux, il est soumis à l'intervention directe de ces mêmes impérialismes et est particulièrement vulnérable face à l'impérialisme américain. La tentative de coup d'État du 28 septembre n'est pas grand-chose, comparée à l'offensive que le capital international pourrait déclencher contre les forces progressistes de notre pays et, plus grave encore, pour détruire l'avant-garde du prolétariat en le noyant dans un bain de sang. À l'évidence, le réformisme, prisonnier des conceptions idéologiques et politiques de la petite bourgeoisie, est incapable de titrer le moindre enseignement du Chili²¹. Sa politique de démobilisation et de désarmement du prolétariat continue et continuera.

Soutenons les luttes autonomes du prolétariat, soutenons et promouvons les nouvelles formes d'organisation que les travailleurs ont su inventer dans leur lutte contre le capitalisme et qui préludent à la nouvelle société.

Camarades:

Soit nous progressons de façon décisive vers la société socialiste, soit nous subissons l'aggravation de l'exploitation et le développement des formes de vie sociale les plus dégradées. Telle est la seule alternative.

²¹ Rappelons que le coup d'État du Pinochet, général placé à la tête de l'armée chilienne par Salvador Allende, eut lieu un an auparavant, le 11 septembre 1973 (NdT).

Glossaire

Angola : colonisé par l'Empire portugais dès 1575, ce pays fut une des plaques tournantes du commerce d'esclaves. Il devint une « province ultramarine » en 1951 et la guerre d'indépendance y commença en 1961.

Caetano, Marcelo (1906-1980): « *Juriste issu de la faculté de droit de Lisbonne, Caetano dirigeait le courant réformiste qui était apparu et s'était affirmé au sein du régime à partir de la crise qui commença après 1945. L'arrivée au pouvoir de Caetano [il était ministre des Colonies quand il devint président du Conseil en 1968] suscita des espoirs chez beaucoup de Portugais : ceux-ci crurent en une évolution progressive du régime vers une démocratie libérale. Le successeur de Salazar avait compris que, pour se maintenir, le pouvoir devait absolument engager des réformes, comme en témoignèrent ses propositions en tant que ministre de la Présidence, notamment celles de supprimer la censure préalable de la presse, de mener une politique de développement accélérée et de s'ouvrir aux pays étrangers.* » (Mendes Abadia, 2010). Mais, incapable de mettre fin aux guerres coloniales, il fut renversé le 25 avril 1974.

Cap-Vert : archipel d'îles au départ inhabitées, situées à la hauteur du Sénégal et de la Mauritanie. Première colonie portugaise en Afrique au XV^e siècle, elle sert de base pour la traite des esclaves et le commerce triangulaire. Elle devient une « province maritime » du Portugal en 1951 afin d'essayer de bloquer tout processus d'indépendance. A partir de 1980, la République du Cap-Vert se sépare de la Guinée-Bissau.

Carvalho, Otelo Saraiva de (1936-2021) : sous-lieutenant puis capitaine en Angola, puis en Guinée Bissau sous les ordres du général Spínola, il est un spécialiste de la propagande et de la contre-insurrection. Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelo Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent) qui contrôlait la région de Lisbonne et intervint à plusieurs reprises contre des grèves. Il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mário Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CDE (Comissão Democrática Popular) ou MDP (Movimento democrático popular) : organisation fondée en 1969 pour participer aux élections législatives. Elle se transforme en parti et participe aux cinq premiers gouvernements provisoires (de 1974 à 1975). Alliée au PCP jusqu'en 1986, elle s'en sépare et, après quelques péripéties, finit par former le Bloque de Esquerda en 1994 avec l'UDP maoïste et le PSR trotskiste.

CDS : le Partido do Centro democrático social (aujourd'hui Partido popular) est créé en juillet 1974 et participera à plusieurs gouvernements de coalition jusqu'en 2015. Plus influent dans le Nord que dans le Sud, ce un parti conservateur de droite est formé par des technocrates du régime salazariste qui ont su à la fois en prendre en marche le train du 25 avril mais aussi ne pas se compromettre avec la manif de la « majorité silencieuse » qui devait se tenir le 28 septembre 1974 à l'appel du général Spínola. En 1976 le CDS réussit à obtenir plus de voix et de sièges (42) que le PCP. Depuis lors, son influence a notablement décliné puisque, aux dernières élections législatives nationales, il n'avait plus un seul représentant au Parlement.

Champalimaud : groupe fondé par António de Sommer Champalimaud (1918-2004). Sous le salazarisme, cet homme d'affaires investit notamment dans l'assurance, l'immobilier, les activités bancaires, la sidérurgie, la pâte à papier et les ciments. « *Le groupe Champalimaud – à la tête duquel se trouve M. António Champalimaud (qui a épousé l'une des sœurs Mello, du groupe CUF) – a*

*développé sa puissance en dominant d'abord la production de ciment au Portugal, en Angola, au Mozambique et au Brésil. Il s'est ensuite intéressé à la sidérurgie, notamment en Angola, où il acquiert également des intérêts dans les mines de fer, puis à l'industrie métallurgique. Le groupe Champalimaud est essentiellement tourné vers les colonies et le Brésil*²².» En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal ! Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001): actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une « solution politique » qui consistait à « gagner le cœur » (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la Junte de salut national formée après le 25 avril, il succède à Spínola en septembre 1974 au poste de président de la République jusqu'en juillet 1976. Il a toujours été considéré comme très proche du Parti communiste.

Cunhal, Alvaro (1918-2005): fils d'avocat, Cunhal rejoint le PCP à 18 ans. Prisonnier entre 1937 et 1940, puis entre 1949 et 1960, il est torturé, placé en isolement pendant 8 ans mais ne donne aucun nom à ses tortionnaires. Il s'évade avec d'autres militants en 1960 et part en exil, en URSS puis en France. Il occupa le poste de secrétaire général du Comité central entre 1961 et 1992, fut quatre fois ministre et député entre 1975 et 1992.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de 1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Espirito Santo : nom d'une dynastie de banquiers portugais, puis après 1975 d'un groupe financier international. Si un premier établissement bancaire fut fondé en 1884 par José Maria Espírito Santo Silva, le Banco Espírito Santo proprement dit fut créé en 1920 par ses enfants. En 1974, elle est la deuxième banque la plus importante du pays et dispose d'un très solide réseau international qui lui sera fort utile lors de sa nationalisation, en 1975, et de «l'exil» (doré) de ses dirigeants.

Jusqu'en 1974, « *le groupe Espirito Santo est leader sur le marché national du sucre (avec la Sociedade Agrícola do Cassequel, en Angola, la Sociedade Agrícola do Incomati, au Mozambique et la raffinerie de Sores sur le continent) et du café (avec les plantations de café de la Companhia Angola de Agricultura et l'industrie de torréfaction de Tofa à Lisbonne) ; en Angola, il possède la Sociedade Agrícola do Quanza Sul, avec plusieurs milliers d'hectares de cultures diversifiées, et occupe une position importante dans l'exploration pétrolière (en Angola, elle est l'un des principaux partenaires de Petrangol et de Purfina, et en Angola métropolitain, elle participe à deux raffineries appartenant à l'État - Sacor et Sopa). [...] Dans le domaine industriel, le Groupe Espirito Santo détient des participations dans la Companhia Portuguesa de Celulose, Socel, INAPA, Firestone Portugal, Gás Cidla, Marconi, Central de Cervejas, Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.* » (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

²² «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient officiellement « marxiste-léniniste » en 1977 et le restera jusqu'en 1989. Il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

GNR (Garde nacional republicana) : fondée en 1911, cette force militaire a une capacité d'intervention sur tous les terrains concernant la sécurité publique, de la répression des grèves et des manifestations, à la surveillance et l'arrestation des opposants politiques. Elle est active dans les campagnes ainsi que les villes petites et moyennes, quadrillant ainsi tout le territoire.

Gonçalves, Vasco (1921-2005) : colonel ayant combattu dans les colonies, il rejoint le MFA en décembre 1973, et proche du PCP. Membre du Conseil de la Révolution en mars 1975. Premier ministre dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e Gouvernements provisoires, de juillet 1974 à septembre 1975, il mit en place un grand plan de nationalisations (banques, assurances, transports, la CUF, la Lisnave, etc.), soutient l'occupation de milliers d'hectares principalement dans l'Alentejo, ainsi que l'unification syndicale sous la houlette du PC, ce qui soulève l'hostilité du PS et de la droite (CDS, PPD).

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Ilhas : « *À Porto, ce n'est pas tant la bourgeoisie industrielle qui investit dans le logement de ses travailleurs que la petite et moyenne bourgeoisie disposant de petites économies et profitant de l'arrière-cour de leur maison ou du terrain situé à l'arrière de leur résidence pour construire de minuscules maisons louées par la suite à des prix élevés. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, près de la moitié de la population [de Porto] vit sur des islas (...) situées à proximité des principaux noyaux industriels* ²³ ». Comme l'explique Wikipedia en portugais : « *Les maisons bourgeoises étaient construites sur les 30 premiers mètres de la rue, et il restait environ 70 mètres à l'arrière des maisons. Le propriétaire ouvrait un passage sous la maison par un couloir jusqu'au fond de la cour, d'une largeur de 1 à 2 mètres, et construisait de part et d'autre de petites habitations précaires. Il s'agit de petites habitations dont la surface ne dépasse pas 16 m² (certaines ne font que 9 m²), construites en rangée (parfois aussi dos à dos), dans les cours des maisons bourgeoises qui donnent sur la rue. Les façades de ces habitations mesuraient généralement environ 4 mètres de long, avec une porte et une fenêtre (qui donnait sur le couloir central). La première pièce, qui occupait presque toute la maison, était le salon. Au fond, il y avait une chambre à coucher de 2,5 m sur 1,5 m et une cuisine de 1,5 m sur 1,5 m. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le couloir central. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le grenier. Il y avait, en moyenne, un toilette pour 5 maisons.* »

Intersindical : « *L'Intersyndicale naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersyndicale initia une lutte pour le salaire minimum allié à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersyndicale continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle*

²³ Article d'Helena Vilaça tiré de *Associativismo e movimentos sociais – modalidades de participação*, Faculté de lettres de Porto 1994, <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1318.pdf>.

qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure. » (Mendes Abadia, 2010)

Legião Portuguesa : organisation paramilitaire créée en 1936. Cette milice chargée de la défense civile pendant la seconde guerre mondiale collaborait avec la PIDE en mobilisant des informateurs et servait aussi à réprimer les manifestations.

Maia, Salgueiro (1944-1992): fils de cheminot, cet officier participa à la guerre coloniale et adhéra au mouvement des capitaines en 1973 qui devint le MFA. Il commanda la colonne blindée qui força la reddition de Caetano et réussit à éviter un bain de sang le 25 avril par son sang-froid et ses capacités à négocier. Son refus d'accepter un certain nombre de postes prestigieux (membre du Conseil de la Révolution*, attaché militaire, gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un « héros » sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (Casa do povo) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et « défendre les intérêts » des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes, bien sûr), tout en fournissant des services d'assistance sociale.

Melo, Galvão de (1921-2008): militaire membre de la Junte de salut national en 1974, il en est exclu par la « gauche » militaire après le 28 septembre 1974 Député apparenté au CDS puis candidat aux présidentielles de 1980.

Mello : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos*²⁴.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer²⁵.

MES (Movimento da Esquerda Socialista): ce petit parti créé en février 1975 regroupant des ex-membres de la CDE, des étudiants et des syndicalistes catholiques de gauche se réclame au départ du marxisme et de la dictature du prolétariat. Certains de ses militants occupaient des postes influents au sein du MFA. Par la suite de nombreux cadres du MES ont rejoint le Parti socialiste.

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud et le Zaïre. La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

MRPP/PCOP (Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat/Parti communiste ouvrier portugais) : ce groupe maoïste créé en 1970 et rebaptisé PCTP en décembre 1976 s'est fait connaître par ses peintures murales dans les années 1974/1975 et ses formes d'agitation spectaculaires et ses violents discours contre le PCP.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour

²⁴ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

²⁵ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la « majorité silencieuse » prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de « nationalistes-révolutionnaires » et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. « *Le MFP entretient des relations étroites avec les associations de colons blancs [...] La défense de l'empire colonial portugais était la principale priorité politique du MFP-PP, qui prônait "l'autodétermination du Portugal à travers une fédération intégrée" et la sauvegarde de son autonomie face à la convoitise géopolitique des grandes puissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique. Utilisant le langage des mouvements de libération, le MFP le subvertit [...] ; sous un nouveau discours, d'apparence démocratique et d'essence néo-fasciste, il ne fait que continuer à proposer l'idéal impérialiste de la nation une et indivisible qui caractérisait la propagande de l'Estado Novo. [...] Le MFP-PP a été déclaré illégal à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, le 28 septembre 1974 [...]. Certains cadres de ce mouvement-parti ont ensuite rejoint les réseaux de bombes de l'ELP et du MDLP [...]. Après le 25 novembre 1975, les militaires du MFA ont conclu un pacte avec ces éléments, leur accordant une amnistie de facto afin qu'ils déposent les armes et retournent au Portugal [...]. Peu d'auteurs d'attentats ont été traduits en justice et la plupart n'ont pas été condamnés, certains d'entre eux retournant finalement à la vie universitaire et/ou professionnelle et rejoignant les rangs du CDS-PP et du PSD²⁶.* »

PCP : le Parti communiste portugais « fut fondé en 1921 ; il défendit une stratégie favorable à la constitution d'un Front populaire et d'un grand bloc démocratique d'opposition au fascisme ; ce parti exerça une influence considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein » (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). « Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretint des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central. » (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

PDC (Partido da democracia cristã): créé le 10 mai 1974, il a une petite implantation dans le Nord. Suspendu pour avoir soutenu la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, ce parti a continué à sévir jusqu'en 2004. Son idéologie officiellement démocrate-chrétienne cachait mal ses affinités

²⁶ <https://setentaequatro.pt/wiki/movimento-federalista-portugues-partido-do-progresso> .

avec le salazarisme : nécessité d'une société hiérarchisée, coopération entre les classes, primauté de la « morale » et de la foi, financement par l'État de l'école privée, opposition à la décolonisation au nom d'un impossible « fédéralisme », etc.

PIDE (Police internationale de défense de l'État): si, sous la dictature de Salazar, les services de police politique changèrent plusieurs fois de nom, la PIDE est la plus tristement célèbre d'entre elles. Elle fut fondée en 1945, pour être remplacée en 1969 par la DGS, Direction générale de la sécurité, dont les membres tirèrent sur les manifestants le 25 avril 1974. Ses domaines de compétence étaient très larges puisqu'elle s'occupait des passeports, de l'administration des étrangers et des frontières, et intervenait également dans les querelles familiales, les conflits du travail et la surveillance des salariés à l'appel des patrons. Pratiquant fréquemment la torture, habilitée à garder les personnes en prison même si elles étaient acquittées, elle avait ses propres locaux (à Aljube, Caxias et Angra do Heroísmo) qui étaient des lieux de détention préventive... renouvelable. Elle n'hésitait pas à liquider les opposants politiques et à payer des informateurs au Portugal mais aussi dans d'autres pays, à commencer par la France. Elle intervint aussi dans les colonies contre les mouvements de libération. « *La répression de la PIDE/DGS était sélective : entre 1945 et 1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964*²⁷. »

Pinay, Antoine (1891-1994): maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, « résistant » de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. violemment anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

Pintado, Xavier (1925- 2016): technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

PPD/PSD (Partido popular democrático): fondé en mai 1974, le PPD deviendra en 1976 le Partido social democrata (PSD) même si son adhésion à l'Internationale socialiste fut refusée. Il est dirigé, au départ, par les technocrates et les juristes dits « libéraux » qui voulaient réformer un peu le régime de Salazar puis de Caetano. Après le 25 avril, ce parti combat le PCP, les grèves et les occupations de terres, même si, lors de son congrès de fondation, le PPD alla jusqu'à se prononcer en faveur du passage de la cogestion à l'autogestion ! Il a participé à de nombreux gouvernements depuis 1976, a réussi deux fois à obtenir la majorité absolue au Parlement et a obtenu 77 députés (sur 230), aux dernières élections législatives de 2019.

Soares, Mário (1924-2017) : enseignant, avocat, député, puis ministre dans plusieurs gouvernements après 1974. Premier ministre à deux reprises et président de la République de 1986 à 1996. Militant de base au PC, puis cadre de différentes organisations servant de paravents aux staliniens, il est exclu en 1951 et fonde Resistência Republicana e Socialista en 1953. Emprisonné pendant trois ans, il est candidat en 1969 dans une coalition électorale avec des catholiques antifascistes, des socialistes anticommunistes et des monarchistes constitutionnels mais finit par s'exiler en France l'année suivante. Après le 25 avril, il défendra une ligne très hostile à toute remise en cause du capitalisme et s'alliera à plusieurs reprises avec les partis de droite pour contrer l'influence du PCP. Il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion du Portugal à la CEE.

Spinola, Antonio Sebastiao Ribeiro de (1910-1996): activement engagé dans la guerre en Angola et en Guinée Bissau, il veut « réformer » la domination coloniale, ce qui explique pourquoi il soutient le « mouvement des capitaines ». Nommé président de la Junte de salut national le 25 avril 1974, puis président de la République le 15 mai 1974, il tente à deux reprises de briser l'alliance entre le MFA et les partis de gauche (et certains partis de droite), le 28 septembre 1974 et

²⁷ Irene Flunser Pimentel, « O que foi a PIDE ? Funcões, poderes e métodos », <https://setentaquatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complote pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mario Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987): engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Ouvrages cités :

Maria Antónia Pedrosa de Lima (2003), *Grandes familias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org)

Danubia Mendes Abadia (2010), *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978)*, travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans *Portugal, la révolution oubliée*, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (*Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)